

RAPPORT DE RESTITUTION DU COLLOQUE

PROTECTION DE L'ENFANCE

Comment agir et améliorer la prise en charge ?

Colloque du 6 juillet 2025

*Croire et reconnaître la parole de l'enfant :
enjeux contemporains et perspectives d'évolution des politiques publiques*

À destination des élus nationaux, des décideurs de l'Aide sociale à l'enfance, des collectivités territoriales, des acteurs institutionnels et associatifs de la protection de l'enfance, ainsi que de la société civile.

*Organisé par :
École Présence C.P.*



Lieu :
9 avenue Lagarde – 31130 Balma

Co-organisation logistique et consulting :
Gracieuse Fonta

Autrice du rapport :
Laura Munoz

RAPPORT PUBLIC

Diffusion : 8 janvier 2026

CADRE GÉNÉRAL ET POSITIONNEMENT DU RAPPORT

CONTEXTE ET CADRE INSTITUTIONNEL DU RAPPORT

Le présent rapport constitue une restitution écrite fidèle du colloque consacré à la protection de l'enfance, organisé le **6 juillet 2025** par l'École Présence C.P.

Ce colloque a réuni des professionnelles issues de champs complémentaires — social, médico-social, juridique, psychologique et associatif — afin de **croiser les regards et les pratiques** autour des enjeux actuels de la protection de l'enfance, avec une attention particulière portée à la **parole de l'enfant, à sa reconnaissance et à son traitement institutionnel**.

OBJET DU RAPPORT

Ce rapport a pour objet :

- de restituer les **échanges, analyses et constats** issus de la table ronde et des ateliers thématiques ;
- de mettre en lumière les **difficultés structurelles identifiées sur le terrain** ;
- d'éclairer les **enjeux d'évolution des politiques publiques**, à partir de situations concrètes et de retours d'expérience professionnels.

Il ne constitue **ni un rapport d'évaluation, ni un document normatif**, mais un **outil de réflexion et d'aide à la compréhension**, destiné à nourrir les travaux des décideurs publics et des acteurs institutionnels.

POSITIONNEMENT DU RAPPORT ET PUBLICS VISES

Ce rapport s'adresse prioritairement aux **élus nationaux**, aux **décideurs publics en charge de la protection de l'enfance**, aux **directions et cadres de l'Aide sociale à l'enfance**, ainsi qu'aux **acteurs institutionnels et associatifs** du secteur.

Il adopte une **posture de restitution**, fondée sur l'écoute des pratiques professionnelles, l'analyse des difficultés rencontrées et la mise en perspective des enjeux institutionnels. Il vise à contribuer à une **compréhension partagée** des problématiques abordées, dans une logique de **dialogue entre acteurs** et de **responsabilité collective**.

MÉTHODOLOGIE ET DÉROULÉ DU COLLOQUE

METHODOLOGIE DE RESTITUTION

La restitution présentée dans ce rapport repose sur :

- les interventions orales de la table ronde,
- les échanges issus des ateliers thématiques,
- les temps de restitution collective et de débats.

Les propos rapportés sont **restitués sans reformulation doctrinale**, dans le respect de la diversité des points de vue exprimés, et visent à refléter la **réalité des pratiques de terrain**.

DEROULE DU COLLOQUE

- 1) Le colloque s'est articulé autour d'une **table ronde introductive** réunissant cinq professionnelles aux expertises complémentaires :
 - Maître Myriam Guedj Benayoun, avocate
 - Marie-Laure Duteil, Présidente – Association Innocence en Danger (Toulouse)
 - Sonia Sanchez, Psychologue clinicienne – 20 ans d'expérience à l'ASE
 - Coralie Chanal, Psychologue clinicienne – ADEPAP 31
 - Yacine Dieme, Référente jeunesse – 13 ans de parcours ASE
 - Jeanne Ferrier, Évaluation des informations préoccupantes – Direction Territoriale des Solidarités du Lauragais (31).
- 2) Des **ateliers thématiques**, favorisant l'approfondissement de problématiques spécifiques ;
- 3) Une **restitution en session plénière**.

Cette organisation avait pour objectif de favoriser à la fois l'expression libre, l'analyse collective et la mise en perspective des constats partagés.

SOMMAIRE

CADRE GÉNÉRAL ET POSITIONNEMENT DU RAPPORT	3
MÉTHODOLOGIE ET DÉROULÉ DU COLLOQUE.....	4
SOMMAIRE	5
PREAMBULE	7
Note de synthèse à destination des élus nationaux et décideurs de l'Aide sociale à l'enfance .	7
I. INTRODUCTION GÉNÉRALE DU RAPPORT.....	13
II. TABLE RONDE	15
II.1. Croire et reconnaître la parole de l'enfant : un enjeu fondamental.....	15
II.2. Les ruptures dans les parcours de protection et leurs conséquences à long terme.....	16
II.3. Prendre en compte l'enfant dans son système familial	16
II.4. La prévention comme levier prioritaire d'action	17
II.5. Contraintes structurelles et délais d'évaluation : des effets systémiques.....	17
II.6. Prévenir et lutter contre les violences sexuelles faites aux enfants	18
II.7. Former, informer et coordonner : une responsabilité collective.....	18
III. ÉLÉMENTS DE TERRAIN ILLUSTRANT LES CONSTATS ÉTABLIS.....	20
III.1. La sortie de l'Aide sociale à l'enfance et la rupture à la majorité	20
III.2. Les délais d'intervention suite aux informations préoccupantes : effets sur les situations familiales	20
III.3. Les violences sexuelles sur mineurs et les mécanismes d'emprise	21
III.4. La question du lien parent-enfant en situation de placement.....	21
III.5. Situations de vulnérabilité persistante au sein de certains lieux d'accueil.....	22
III.6. Insuffisance de formation face à des situations complexes.....	22
III.7. Synthèse des éléments de terrain.....	23
IV. SYNTHÈSE DES ENSEIGNEMENTS DE LA TABLE RONDE.....	24
V. ÉLÉMENTS ISSUS DE LA SESSION QUESTIONS-RÉPONSES.....	25
V.1. Échanges avec la salle – Apports et prolongements.....	25
V.2. Limites de certains dispositifs de recueil de la parole de l'enfant.....	25
V.3. Le maintien du lien parent-enfant : une question à évaluer et à accompagner.....	25
V.4. Obligation de signalement et isolement des professionnels	26
V.5. Les professionnels hors cadres institutionnels : un enjeu majeur de prévention	26

V.6. Formation, prévention et déni sociétal.....	27
V.7. Zones insuffisamment explorées et besoins de connaissance	27
V.8. Les familles d'accueil face aux contraintes du placement et à la fragmentation des parcours.....	27
V.9. Le placement chez un tiers de confiance : un levier insuffisamment mobilisé	28
V.10. Synthèse de la session questions-réponses	28
VI. RESTITUTION DES ATELIERS.....	30
VI.1. Atelier 1 – Évolution de la prise en charge, délais et travail partenarial	30
VI.2. Atelier 2 – Formation, prévention et prise en charge psychique.....	31
VI.3. Atelier 3 – Information préoccupante, signalement et écoute de l'enfant	32
VI.4. Apports transversaux de la restitution des ateliers	34
VII. PERSPECTIVES ET PROLONGEMENTS	35
VII.1. Structurer une dynamique pérenne de travail inter-institutionnel	35
VII.2. Renforcer la place de la prévention dans les politiques publiques locales et nationales	35
VII.3. Consolider la formation et l'accompagnement des professionnels	36
VII.4. Les recommandations de la CIIVISE comme socle national de perspectives et d'amélioration des politiques de protection de l'enfance	36
VII.5. Sécuriser les parcours et les transitions, en particulier à la sortie de l'Aide sociale à l'enfance	37
VII.6. Contribuer aux réflexions nationales sur l'évolution du cadre de l'ASE	38
VIII. CONCLUSION GÉNÉRALE	39
IX. ANNEXES.....	41
ANNEXE 1 – Glossaire	42
ANNEXE 2 – Données de contexte et références nationales	47
ANNEXE 3 – Éléments issus des échanges avec la salle	51
ANNEXE 4 – Programme du colloque.....	54
ANNEXE 5 – Liste des participant(s) & invités du colloque	55
ANNEXE 6 – Remerciements	59
ANNEXE 7 – Liens vers restitutions vidéo.....	61
ANNEXE 8 – Coordonnées de l'organisateur et mentions finales	62

PREAMBULE

Note de synthèse à destination des élus nationaux et décideurs de l'Aide sociale à l'enfance

Protection de l'enfance : constats de terrain et enjeux d'évolution des politiques publiques

Un enjeu national majeur de protection, de cohésion sociale et de responsabilité politique

La protection de l'enfance constitue aujourd'hui un **enjeu central des politiques publiques nationales**, mobilisant l'État, les collectivités territoriales et un ensemble d'acteurs institutionnels et associatifs. Elle engage non seulement la capacité des dispositifs à répondre aux situations individuelles de danger, mais également la **responsabilité collective de la société à garantir un cadre protecteur, cohérent et durable** pour les enfants les plus vulnérables.

Les échanges issus du colloque consacré à la protection de l'enfance mettent en évidence une **augmentation des situations de vulnérabilité**, une **sollicitation croissante des dispositifs existants** et une **tension structurelle persistante** entre les besoins de protection identifiés sur le terrain, les capacités d'intervention des services et les moyens qui leur sont alloués. Ces constats ne relèvent pas de phénomènes isolés, mais traduisent des **déséquilibres systémiques** qui traversent l'ensemble du champ de la protection de l'enfance.

Au-delà des données quantitatives, les travaux du colloque révèlent des **dysfonctionnements structurels** qui interrogent directement la capacité actuelle des dispositifs à assurer une **protection effective, continue et adaptée** des enfants, en particulier lorsqu'ils sont confrontés à des situations de violences, notamment sexuelles. Les constats issus des échanges mettent en lumière un **décalage persistant** entre le cadre légal et institutionnel existant, l'état des **connaissances scientifiques et cliniques** aujourd'hui disponibles, et les conditions réelles de leur mise en œuvre dans les pratiques professionnelles et judiciaires.

La question de la **parole de l'enfant** apparaît, à cet égard, comme un enjeu transversal majeur. Malgré les avancées législatives et les outils d'évaluation reconnus, cette parole demeure encore **insuffisamment reconnue, évaluée et protégée**, en particulier dans les phases d'évaluation et de traitement judiciaire. Les délais d'intervention, les classements sans suite et certaines exigences probatoires inadaptées contribuent à fragiliser la confiance des enfants dans les dispositifs censés garantir leur protection, avec des conséquences durables sur leur sécurité et leur trajectoire de vie.

Les travaux ont par ailleurs souligné les effets d'un **déni sociétal persistant** face aux violences sexuelles faites aux enfants, contribuant à une **faible reconnaissance institutionnelle des faits**

et à des situations d'**impunité durable des auteurs**, aux conséquences lourdes pour les enfants et les familles protectrices.

Les échanges ont également mis en évidence que les réponses institutionnelles apportées, notamment en matière de **placement**, constituent des **choix structurants aux effets durables** pour les enfants. Qu'il s'agisse du recours aux établissements, du soutien aux familles d'accueil, de la préservation des liens fraternels ou de la mobilisation encore insuffisante du placement chez des **tiers de confiance**, ces décisions interrogent l'adéquation entre les objectifs de protection affichés et les modalités concrètes de mise en œuvre sur les territoires.

Par ailleurs, les travaux du colloque soulignent le rôle déterminant de la **formation et du soutien des professionnels**, condition indispensable à l'effectivité des politiques publiques de protection de l'enfance. L'absence de formation homogène et continue, ainsi que la faible intégration de certains professionnels exerçant hors des cadres institutionnels classiques, limitent les capacités de repérage, d'évaluation et de prévention précoce des situations de danger.

Enfin, un consensus fort s'est dégagé autour de la **prévention**, identifiée comme un levier prioritaire encore insuffisamment soutenu par les politiques publiques. La **prévention précoce**, notamment en périnatalité et dans la petite enfance, apparaît pourtant comme un investissement essentiel pour limiter les interventions tardives, souvent plus coûteuses humainement, socialement et financièrement. Cette prévention ne peut toutefois être efficace qu'à la condition de s'inscrire dans une **approche globale et coordonnée**, mobilisant l'ensemble des acteurs en contact avec les enfants.

Au regard des constats issus du terrain et des analyses développées tout au long du colloque, l'adaptation du cadre national de la protection de l'enfance apparaît aujourd'hui comme un **enjeu politique majeur**, tant sur le plan législatif qu'opérationnel. Les réflexions engagées invitent à repenser les politiques publiques dans une logique **préventive, continue et cohérente**, résolument **centrée sur l'intérêt supérieur de l'enfant**, principe fondamental devant guider l'ensemble des décisions, des dispositifs et des pratiques mises en œuvre.

Enseignements structurants issus du terrain

Les professionnelles réunies lors de la table ronde convergent autour de plusieurs constats majeurs, dont certains revêtent une portée systémique :

- **la reconnaissance de la parole de l'enfant : un enjeu central de protection**
Malgré les avancées législatives et l'état actuel des connaissances scientifiques, la parole de l'enfant demeure insuffisamment reconnue et protégée, en particulier dans les phases d'évaluation et de traitement judiciaire. Les échanges ont mis en évidence que de nombreuses situations de violences subies par des enfants, notamment dans le cas des violences sexuelles, donnent lieu à des classements sans suite, faute de « preuves » au sens

juridique traditionnel, alors même que des éléments cliniques concordants sont présents. Ce décalage entre les connaissances disponibles et leur prise en compte effective, constitue un frein majeur à la protection des enfants et produit des effets en chaîne préoccupants, tant pour les enfants que pour les parents protecteurs.

- **Un décalage persistant entre connaissances disponibles et pratiques institutionnelles**

Les échanges ont mis en évidence un décalage significatif entre l'état des connaissances scientifiques et cliniques actuelles, notamment en matière de psychotraumatologie et d'évaluation de la parole de l'enfant, et leur prise en compte effective dans les pratiques institutionnelles et judiciaires.

Ce décalage, loin de relever d'un manque d'outils ou de savoirs, interroge les cadres procéduraux, organisationnels et probatoires qui conditionnent aujourd'hui la mise en œuvre effective de la protection.

- **Une prévention insuffisamment soutenue par les politiques publiques**

La prévention précoce (périnatalité, petite enfance, accompagnement à la parentalité) apparaît comme un levier déterminant, aujourd'hui fragilisé par une logique d'intervention tardive et d'urgence, aux conséquences humaines, sociales et financières plus lourdes.

- **Des ruptures de parcours encore trop fréquentes**

Les parcours des enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance sont marqués par des ruptures successives, particulièrement lors de la sortie des dispositifs à la majorité, exposant de nombreux jeunes à des risques accrus de précarité, d'isolement et de souffrance psychique.

- **Des délais d'intervention incompatibles avec l'intérêt de l'enfant**

Les délais entre signalement et intervention, liés au manque de moyens humains et structurels, conduisent à une dégradation des situations et à une judiciarisation souvent subie, au détriment d'une approche éducative et protectrice.

- **Les violences sexuelles faites aux enfants : un angle mort persistant**

Les violences sexuelles demeurent largement sous-détectées, en raison du déni sociétal, de la banalisation et du manque de formation systématique des professionnels. Les échanges ont souligné que les outils permettant d'évaluer la parole de l'enfant existent et sont documentés, mais restent insuffisamment intégrés aux pratiques institutionnelles et judiciaires.

- **Le placement : un choix structurant aux effets durables pour l'enfant**

Les échanges ont également souligné que les décisions de placement constituent des choix structurants, aux effets durables sur les trajectoires des enfants. Les difficultés rencontrées dans certains lieux d'accueil, la pénurie de familles d'accueil, la fragmentation des fratries et le recours encore insuffisant au placement chez des tiers de confiance, interrogent la

capacité des dispositifs à garantir des parcours stables, sécurisants et respectueux de l'intérêt supérieur de l'enfant.

- **Des acteurs de première ligne encore insuffisamment intégrés aux dispositifs**

Les professionnelles ont également souligné le rôle déterminant de nombreux acteurs exerçant hors des cadres institutionnels classiques — professionnels de santé, praticiens libéraux, acteurs du sport, de l'éducation populaire, de l'animation socio-éducative et de la petite enfance — souvent en première ligne pour repérer des situations de vulnérabilité. Leur insuffisante intégration dans les dispositifs de formation, de prévention et de coordination constitue un frein à une protection précoce et efficace.

Enjeux nationaux pour l'évolution du cadre de l'ASE

Ces constats interrogent directement le cadre national de la protection de l'enfance et de l'Aide sociale à l'enfance, tant sur le plan législatif qu'opérationnel.

Ils invitent à une réflexion stratégique autour de **plusieurs axes structurants** :

- renforcer la reconnaissance effective de la parole de l'enfant dans les procédures d'évaluation et de protection, en cohérence avec l'état des connaissances scientifiques et cliniques actuelles ;
- examiner les conditions d'adaptation du cadre juridique et des exigences probatoires applicables aux situations de violences faites aux enfants, afin de garantir une prise en compte effective de la parole de l'enfant, en cohérence avec l'évolution des connaissances scientifiques et cliniques et des outils d'évaluation disponibles ;
- intégrer les constats relatifs à la faible réponse pénale dans les situations de violences sexuelles faites aux enfants comme un enjeu structurant de l'évolution du cadre juridique et probatoire, afin de renforcer l'effectivité de la protection et de prévenir les situations d'impunité.
- garantir une formation obligatoire, homogène et continue des professionnels en contact avec les enfants, notamment dans le recueil de la parole de l'enfant, incluant les secteurs de l'éducation, de la santé, de la justice, des forces de l'ordre, du sport, de l'animation et du travail social ;
- renforcer la place de la prévention dans la loi et les politiques nationales ;
- sécuriser la continuité des parcours, notamment pour les jeunes majeurs sortant de l'ASE ;
- mieux articuler les décisions de placement avec les objectifs de stabilité, de continuité des liens et de protection durable des enfants, notamment par le renforcement du soutien aux familles d'accueil et le recours effectif au placement chez des tiers de confiance lorsque les conditions de sécurité sont réunies ;
- adapter les moyens nationaux aux réalités territoriales afin de réduire les délais d'intervention ;

- améliorer la coordination entre l'État, les départements et les acteurs associatifs, dans une logique de cohérence nationale et de responsabilité partagée.

Conclusion à l'attention des élus nationaux

Les enseignements issus de ce colloque mettent en évidence que les difficultés rencontrées en matière de protection de l'enfance ne relèvent pas de situations isolées ni de défaillances individuelles, mais s'inscrivent dans des **déséquilibres structurels persistants** qui interrogent le cadre actuel des politiques publiques. Garantir une protection effective, continue et sécurisante des enfants suppose dès lors une **évolution structurelle de la politique nationale de protection de l'enfance**, tant sur le plan législatif qu'opérationnel.

Les échanges ont souligné en particulier l'enjeu central que constitue la **reconnaissance pleine et entière de la parole de l'enfant**, en cohérence avec l'état des **connaissances scientifiques et cliniques actuelles**, ainsi que la nécessité d'adapter les **cadres juridiques, procéduraux et institutionnels** qui conditionnent aujourd'hui l'effectivité de cette protection. Ils ont également mis en lumière que les décisions publiques relatives à la prévention, à la formation des professionnels, aux délais d'intervention et aux modalités de placement produisent des **effets directs et durables** sur les trajectoires des enfants et des familles.

Les élus nationaux et les décideurs en charge de l'Aide sociale à l'enfance disposent, à ce titre, d'un **rôle déterminant** pour impulser ces évolutions, en veillant à doter les politiques publiques d'un cadre **législatif, réglementaire et budgétaire** à la hauteur des enjeux humains, sociaux et sociétaux que représente la protection de l'enfance en France. L'ensemble de ces évolutions appelle à inscrire **l'intérêt supérieur de l'enfant** comme **principe structurant et critère d'arbitrage** des décisions politiques, des dispositifs institutionnels et des pratiques de terrain.

RESTITUTION DES TRAVAUX

issus du colloque du 6 juillet 2025

#1^{ère} Édition

I. INTRODUCTION GÉNÉRALE DU RAPPORT

Le présent rapport s'inscrit dans le cadre d'un **colloque consacré à la protection de l'enfance**, réunissant des professionnelles issues de champs complémentaires du secteur social, médico-social, juridique et psychologique.

Cette rencontre avait pour ambition de créer un **espace d'échanges et de réflexion collective** autour des enjeux actuels de la protection de l'enfance, à partir de regards croisés et d'expériences de terrain.

Le déroulé du colloque s'est articulé autour d'un temps de **table ronde**, suivi d'**ateliers thématiques**, puis d'une **restitution collective et de débats** en fin de journée. Une organisation visant à favoriser à la fois l'expression libre, l'approfondissement des problématiques et la mise en perspective des constats partagés.

Un cadre clair quant à la **philosophie de l'événement** a été posé en discours d'introduction : la protection de l'enfance ne saurait être envisagée comme une problématique réservée aux seuls professionnels spécialisés. Elle constitue un **enjeu sociétal majeur**, engageant l'ensemble des citoyens, des institutions et des acteurs locaux, au-delà des seuls dispositifs spécialisés.

Les représentations réductrices associées à la protection de l'enfance ont été interrogées, soulignant la nécessité d'un **changement de regard collectif** et d'une diffusion élargie des connaissances afin de renforcer la compréhension des enjeux et les capacités d'action de la société civile.

Il a été rappelé que les acteurs de la périnatalité et de l'accompagnement précoce occupent une place stratégique dans cette dynamique, notamment en matière de **prévention**, dès la grossesse et dans la continuité du post-partum. Cette approche globale vise à inscrire la protection de l'enfance dans une logique de continuité, de vigilance partagée et d'engagement social.

La table ronde introductive a réuni cinq professionnelles du secteur de la protection de l'enfance, aux parcours et expertises complémentaires, permettant une **lecture transversale et systémique** des enjeux abordés. Les domaines représentés couvrent notamment :

- l'accompagnement juridique et la défense des victimes,
- la psychologie et le psychotraumatisme,
- l'intervention auprès de l'Aide sociale à l'enfance,
- l'évaluation des situations de danger,
- le secteur associatif avec notamment, la formation des professionnels.

Cette diversité d'expertises a été pensée comme un levier essentiel pour nourrir des échanges riches, parfois divergents, mais orientés vers un **objectif commun : améliorer les réponses apportées aux enfants et aux familles**, en termes d'efficacité, de réactivité et de durabilité.

Quelques éléments de contexte chiffrés ont été rappelés afin d'illustrer l'ampleur des enjeux.
À l'échelle nationale :

- environ **350 000 enfants et adolescents** bénéficient chaque année d'au moins une **mesure de protection de l'enfance** (ONPE, données 2022-2023).
- Par ailleurs, en 2023, le **119 – Allô Enfance en Danger** a reçu plus d'un million d'appels, dont **plus de 100 000 ont été traités par des écoutants professionnels**, donnant lieu à des informations préoccupantes transmises aux départements (SNATED – 2023).

Ces données témoignent à la fois de la **prévalence des situations de vulnérabilité** et de la pression exercée sur les dispositifs existants.

- **Depuis 2022, l'accueil en établissement constitue la modalité d'accueil la plus fréquemment mobilisée dans le cadre de la protection de l'enfance en France, concernant environ 41 % des enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance.**
Cette donnée est notamment rappelée dans les travaux de la commission d'enquête parlementaire sur les manquements des politiques publiques de protection de l'enfance (Isabelle Santiago).
À l'échelle européenne, les analyses de l'UNICEF du rapport « *Pathways to Better Protection* » (publié en janvier 2024), **indiquent que l'Europe occidentale présente les taux les plus élevés de placement d'enfants en structures d'accueil institutionnelles.** Dans ce contexte comparatif, **la France figure parmi les pays européens recourant le plus fortement à l'accueil en établissement**, tant en proportion qu'en volume d'enfants concernés.
- Perte de **jusqu'à 20 ans d'espérance de vie** : 2 fois plus de maladies cardiovasculaires, 2 à 3 fois plus de maladies respiratoires ; 2 fois plus de cancers, et 11 fois plus de démences. (Source : Commission d'enquête du 24 mai 2024)
- Les agresseurs coûtent au moins **9,7 milliards d'euros par an à la société**. (Source : CIIVISE, 2023). En 2022, **9,9€ milliards investis à la protection de l'enfance ; 80% dédié aux mesures d'accueil à l'ASE**. (Source : DREES 2024)

Cette introduction vise à restituer le cadre, les intentions et la richesse des échanges du colloque, en posant les principaux repères nécessaires à la compréhension des travaux de la table ronde et des réflexions collectives qui ont jalonné la journée, et qui seront développés dans les parties suivantes du présent rapport, à travers les constats partagés, les difficultés rencontrées et les pistes de réflexion identifiées pour renforcer les politiques publiques locales en matière de protection de l'enfance.

II. TABLE RONDE

Regards croisés sur les enjeux actuels de la protection de l'enfance

La table ronde a réuni cinq professionnelles du secteur de la protection de l'enfance, issues de champs complémentaires (juridique, psychologique, médico-social, prévention, évaluation et formation).

Les échanges ont permis de dresser un **état des lieux partagé des difficultés actuelles**, tout en identifiant des **leviers prioritaires d'amélioration**, notamment en matière de prévention, d'écoute de la parole de l'enfant et de continuité des accompagnements.

II.1. Croire et reconnaître la parole de l'enfant : un enjeu fondamental

L'un des constats majeurs posés dès l'ouverture de la table ronde concerne la **difficulté persistante à reconnaître et à croire la parole des enfants victimes**.

Une intervenante rappelle que les fausses dénonciations demeurent marginales, alors même que les conséquences du doute systématique sont lourdes : une majorité de plaintes concernant des violences subies par des enfants aboutissent à des classements sans suite, laissant de nombreux enfants sans protection effective.

Les échanges soulignent également le poids du **déni sociétal face aux violences faites aux enfants**, nourri par des affaires judiciaires médiatisées et par des représentations erronées selon lesquelles les enfants mentiraient ou exagéreraient.

Les intervenantes expertes en psychotraumatisme et en victimologie ont rappelé que l'état actuel des **connaissances scientifiques et cliniques permet une évaluation rigoureuse de la parole de l'enfant**, notamment au moyen de protocoles d'audition reconnus tels que l'audition MELANI, à condition que les professionnels soient formés à leur mise en œuvre.

Dans ce contexte, elles ont toutefois souligné la persistance d'un **décalage entre ces connaissances et les pratiques institutionnelles et judiciaires actuelles**, encore largement fondées sur des exigences probatoires inadaptées aux spécificités des violences faites aux enfants, en particulier des violences sexuelles.

Selon les échanges, **l'absence de reconnaissance suffisante de ces outils dans les procédures conduit à de nombreux classements sans suite**, faute de "preuves" au sens juridique traditionnel, **alors même que des éléments cliniques concordants sont présents**. Cette situation génère des effets en chaîne particulièrement préoccupants. Elle conduit notamment au maintien de situations d'impunité, à la mise en cause de parents protecteurs — notamment de mères poursuivies pour non-présentation de l'enfant —, à un défaut de protection effective de

l'enfant, à un repli de sa parole et, dans certains cas, à des placements à l'Aide sociale à l'enfance intervenant en lieu et place d'une protection auprès du parent protecteur.

Les intervenantes de la table ronde ont également rappelé que ces difficultés de reconnaissance se traduisent par un **taux de réponse pénale particulièrement faible**.

À ce titre, les travaux de la **Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (CIIVISE)** ont été mobilisés, indiquant que **seules environ 3 % des violences sexuelles faites aux enfants donnent lieu à une condamnation**, ce taux étant estimé à **environ 1 % dans les situations d'inceste**.

Ces données illustrent l'ampleur du décalage existant entre la prévalence des violences sexuelles subies par les enfants et leur reconnaissance effective par les institutions judiciaires. Elles interrogent directement les exigences probatoires actuelles et leur capacité à appréhender des violences souvent commises sans témoins, dans des contextes d'emprise, de silence et de dépendance affective.

II.2. Les ruptures dans les parcours de protection et leurs conséquences à long terme

Plusieurs intervenantes mettent en lumière les **ruptures multiples vécues par les enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance** : rupture familiale initiale, changements successifs de lieux d'accueil, discontinuité des soins et des référents.

Ces ruptures ont des conséquences durables, en particulier lors de la sortie des dispositifs de protection, lorsque les jeunes deviennent de jeunes adultes sans accompagnement suffisant. Il est souligné que ces jeunes ont souvent été **peu écoutés et peu associés à leur propre histoire**, certains découvrant tardivement leur dossier administratif sans accompagnement psychologique préalable.

Des initiatives associatives sont présentées comme des leviers de réparation, visant à offrir aux jeunes adultes un **espace pérenne d'écoute, de psychothérapie et de reconstruction**, leur permettant de comprendre leur parcours et d'intégrer l'histoire familiale dans leur trajectoire personnelle.

II.3. Prendre en compte l'enfant dans son système familial

Les échanges insistent sur la nécessité de ne pas considérer l'enfant comme une entité isolée, mais comme un individu inscrit dans une **histoire familiale, sociale et intergénérationnelle**. Certaines pratiques institutionnelles, parfois guidées par l'urgence, peuvent conduire à des décisions de placement ou de rupture de lien sans toujours permettre un travail approfondi sur les racines familiales de l'enfant.

Les intervenantes soulignent l'importance :

- d'évaluer la nature du lien parent-enfant,
- de distinguer les situations nécessitant une protection immédiate de celles pouvant bénéficier d'un accompagnement progressif,
- d'éviter les ruptures totales lorsque celles-ci ne sont pas strictement nécessaires à la sécurité de l'enfant.

Cette approche vise à **accompagner l'enfant avec son histoire**, et non contre elle, afin de limiter les effets délétères des ruptures successives.

II.4. La prévention comme levier prioritaire d'action

Un consensus fort se dégage autour de la **prévention**, considérée comme l'un des enjeux les plus urgents en matière de protection de l'enfance.

Les intervenantes décrivent une évolution des pratiques marquée par une réduction progressive des moyens, conduisant les professionnels à intervenir de plus en plus dans l'urgence, au détriment d'un accompagnement préventif et durable.

La prévention est abordée à plusieurs niveaux :

- dès la grossesse, notamment à travers les entretiens prénataux précoces,
- dans la petite enfance, par le repérage des signes de maltraitance ou de carence,
- tout au long de l'enfance et de l'adolescence, par l'éducation au respect, au consentement et aux limites.

Les intervenantes soulignent que **plus l'intervention est précoce**, plus les chances de modifier favorablement les trajectoires familiales et individuelles sont élevées.

II.5. Contraintes structurelles et délais d'évaluation : des effets systémiques

Les échanges de la table ronde ont mis en évidence des **contraintes structurelles persistantes** affectant les délais d'évaluation des situations de danger, en lien avec le manque de moyens humains, la charge croissante des services et l'organisation des dispositifs de protection de l'enfance.

Les intervenantes ont décrit des délais d'intervention très variables, pouvant aller de quelques heures à plusieurs mois, voire près d'un an, en fonction des priorités définies et des moyens disponibles.

Elles ont souligné que la **saturation des services départementaux**, conjuguée à la complexification des procédures administratives et judiciaires, contribue à un allongement

significatif des délais d'évaluation, parfois incompatible avec le rythme et les besoins de protection des enfants concernés.

Ce contexte contribue à fragiliser les pratiques professionnelles, en plaçant les équipes dans des logiques de gestion de l'urgence au détriment d'un travail d'évaluation approfondi et pluridisciplinaire. Les échanges ont également mis en évidence que ces contraintes structurelles favorisent une **judiciarisation accrue des situations**, non par choix, mais par défaut de marges de manœuvre opérationnelles.

Ainsi, les délais d'évaluation apparaissent moins comme le résultat de dysfonctionnements individuels que comme le symptôme de **déséquilibres systémiques**, interrogeant l'adéquation entre les missions confiées aux services de protection de l'enfance et les moyens effectivement alloués.

II.6. Prévenir et lutter contre les violences sexuelles faites aux enfants

Une partie importante des échanges est consacrée aux **violences sexuelles**, présentées comme une forme de maltraitance encore largement sous-estimée.

Il est rappelé que ces violences concernent un nombre très élevé d'enfants chaque année et qu'elles s'inscrivent souvent dans un contexte de déni, de banalisation ou de minimisation.

Les intervenantes insistent sur :

- la nécessité d'une **meilleure connaissance du phénomène**,
- l'importance de la **formation des professionnels de l'enfance**,
- le besoin de différencier information et formation, cette dernière étant jugée insuffisante dans de nombreux cursus initiaux.

Les échanges soulignent également l'enjeu de l'**emprise**, notamment dans les contextes sportifs, éducatifs ou numériques, et la nécessité d'accompagner les parents dans la compréhension de ces mécanismes.

II.7. Former, informer et coordonner : une responsabilité collective

Un message transversal ressort avec force de la table ronde : **la protection de l'enfance est l'affaire de tous**.

Professionnels, institutions, parents, bénévoles, citoyens et acteurs éducatifs doivent être mieux informés et formés afin de :

- repérer les signaux d'alerte,
- savoir recueillir la parole de l'enfant,

- connaître les dispositifs existants et les modalités de signalement.

Les intervenantes rappellent le rôle essentiel des dispositifs tels que la **Cellule de recueil des informations préoccupantes (CRIP)** et des associations, qui peuvent accompagner les professionnels dans leurs interrogations et favoriser une intervention plus précoce.

III. ÉLÉMENTS DE TERRAIN ILLUSTRANT LES CONSTATS ÉTABLIS

Au-delà des constats structurels développés précédemment, la table ronde a mis en lumière plusieurs **situations de terrain** venues illustrer, de manière concrète, les enjeux structurels qui traversent aujourd'hui les dispositifs de protection de l'enfance. Ces situations, évoquées par les intervenantes, permettent d'éclairer les **effets opérationnels des cadres institutionnels existants** et les **difficultés rencontrées dans leur mise en œuvre**, sans prétendre à une portée exhaustive.

III.1. La sortie de l'Aide sociale à l'enfance et la rupture à la majorité

Plusieurs intervenantes ont évoqué la situation des **jeunes majeurs sortant de l'Aide sociale à l'enfance**, souvent confrontés à une rupture brutale des accompagnements à l'âge de 18 ou 21 ans.

Ces jeunes, après des années de prises en charge institutionnelles, se retrouvent fréquemment sans soutien suffisant, tant sur le plan éducatif que psychologique ou social.

Il est souligné que cette rupture intervient alors même que les parcours antérieurs ont été marqués par :

- des placements successifs,
- une instabilité des référents,
- une discontinuité des soins.

Les échanges mettent en évidence l'intérêt de dispositifs reposant sur l'adhésion volontaire des jeunes, permettant un accompagnement **au rythme de la personne**, favorisant l'autonomie et la reconstruction.

III.2. Les délais d'intervention suite aux informations préoccupantes : effets sur les situations familiales

Au-delà des constats structurels évoqués lors de la table ronde, les échanges ont permis d'illustrer les **effets concrets des délais d'intervention** suite aux informations préoccupantes, tels qu'ils sont vécus par les enfants, les familles et les professionnels de terrain.

Ces délais peuvent produire des effets contrastés :

- dans certains cas, les familles parviennent à **s'adapter à la situation**, à ajuster leurs pratiques et à stabiliser le cadre familial avant l'intervention.

- Dans d'autres situations, l'absence de soutien précoce contribue à une **dégradation progressive des conditions de vie de l'enfant**, rendant l'intervention ultérieure plus complexe et plus contraignante, et pouvant conduire à une **judiciarisation contrainte et accrue des situations**.

Cette réalité met en évidence l'importance d'une **intervention précoce**, notamment au moment des situations de crise, lorsque les familles sont le plus susceptibles d'accepter une aide.

III.3. Les violences sexuelles sur mineurs et les mécanismes d'emprise

Les violences sexuelles faites aux enfants ont été identifiées comme une situation particulière majeure, longuement évoquée lors des échanges, en raison de leur ampleur, de leur sous-détection et des **mécanismes d'emprise** qui les rendent possibles.

Les intervenantes ont rappelé que ces violences s'inscrivent le plus souvent dans des **relations d'emprise progressive**, au sein desquelles l'auteur exerce un pouvoir psychologique, affectif ou symbolique sur l'enfant ou l'adolescent, afin d'obtenir son silence ou son consentement apparent.

Elles ont souligné que ces situations se déploient rarement dans un cadre de contrainte immédiate ou de violence visible, ce qui contribue à en rendre le repérage particulièrement complexe pour l'entourage et les professionnels.

Plusieurs contextes dans lesquels ces mécanismes d'emprise peuvent s'exercer ont été évoqués, notamment le milieu familial, les environnements éducatifs ou sportifs, ainsi que les espaces numériques et les réseaux sociaux.

Les échanges ont enfin mis en évidence que la banalisation, la minimisation et le déni sociétal constituent des facteurs aggravants, en retardant la reconnaissance des faits, la libération de la parole de l'enfant et la mise en place de mesures de protection adaptées.

III.4. La question du lien parent-enfant en situation de placement

Les débats ont également porté sur des situations dans lesquelles le placement entraîne une rupture totale du lien parent-enfant, parfois décidée dans un contexte d'urgence ou de protection immédiate.

Si la nécessité de protéger l'enfant est unanimement reconnue, les intervenantes ont souligné que la suppression systématique du lien ne constitue pas toujours la réponse la plus adaptée sur le long terme.

Elles ont rappelé l'importance de travailler, lorsque cela est possible et sécurisant, sur la compréhension de l'histoire familiale, l'accompagnement du lien existant et la construction d'une relation ajustée et sécurisée pour l'enfant.

À ce titre, une intervenante formée en **psychologie du lien d'attachement** a insisté sur la nécessité d'une **évaluation fine et individualisée de la qualité du lien parent-enfant** avant toute décision de rupture ou de maintien du lien, y compris dans les situations impliquant un parent auteur de violences.

Les échanges ont mis en évidence que l'absence d'une telle évaluation peut conduire à des décisions inadaptées, soit par le maintien de liens insécurisants pour l'enfant, soit par des ruptures brutales susceptibles d'altérer durablement son développement affectif et psychique.

Ces situations interrogent ainsi la capacité des dispositifs à concilier protection immédiate, évaluation clinique approfondie et **accompagnement global de l'histoire de l'enfant**, dans une logique centrée sur son **intérêt supérieur**.

III.5. Situations de vulnérabilité persistante au sein de certains lieux d'accueil

Les échanges ont également mis en lumière des situations préoccupantes rapportées au sein de certains lieux d'accueil, dans lesquels des enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance demeurent exposés à des violences, y compris de nature sexuelle.

Les intervenantes ont souligné que ces situations interrogent les conditions de sécurité et de supervision au sein des structures d'accueil, ainsi que les mécanismes de signalement et de protection interne, **lorsque les faits surviennent dans un cadre censé assurer la protection de l'enfant**.

Par ailleurs, les échanges ont fait émerger des questionnements relatifs aux logiques de recours au placement, certaines professionnelles faisant état de perceptions de contraintes ou d'incitations organisationnelles et financières susceptibles d'influencer les décisions d'orientation.

Sans mettre en cause les missions de protection portées par les acteurs concernés, ces constats invitent à interroger les cadres de pilotage, de financement et de contrôle des dispositifs d'accueil, afin de **garantir que les décisions prises répondent prioritairement à l'intérêt supérieur de l'enfant**.

III.6. Insuffisance de formation face à des situations complexes

Les échanges ont mis en évidence le **sentiment d'impuissance** exprimé par de nombreux professionnels lorsqu'ils sont confrontés à des situations complexes, telles que l'expression spontanée de la parole d'un enfant, la présence de signaux faibles ou ambigus, ou encore des situations de violences ne faisant pas l'objet d'une qualification juridique immédiate.

Faute d'une formation suffisante et adaptée, ces situations peuvent susciter des **hésitations dans l'alerte ou le signalement**, par crainte d'erreur, de mauvaise interprétation ou d'une

réponse inappropriée.

Les intervenantes ont souligné que cette difficulté concerne un large éventail de professionnels en contact avec les enfants, notamment dans les champs de l'éducation nationale, de la petite enfance, du sport et du secteur médico-social.

Si des dispositifs d'appui et d'orientation existent, en particulier à travers les cellules de recueil des informations préoccupantes, les échanges ont mis en évidence que leur **méconnaissance ou leur mobilisation inégale** limite encore leur efficacité opérationnelle sur le terrain.

III.7. Synthèse des éléments de terrain

Ces situations particulières, issues des retours de terrain des intervenantes, illustrent la **complexité et la diversité des réalités rencontrées en protection de l'enfance**.

Elles soulignent la nécessité pour les politiques publiques locales de :

- renforcer les moyens humains et financiers,
- soutenir la formation des professionnels,
- développer des dispositifs souples et continus,
- et favoriser une approche globale, centrée sur l'enfant, son histoire et son environnement.

IV. SYNTHÈSE DES ENSEIGNEMENTS DE LA TABLE RONDE

Les travaux issus de ce colloque mettent en évidence une protection de l'enfance confrontée à des **tensions structurelles persistantes**, dans un contexte marqué par l'augmentation des situations de vulnérabilité et des moyens souvent contraints.

Les échanges ont toutefois souligné l'**engagement constant des professionnelles de terrain**, ainsi que la diversité et la pertinence des initiatives existantes, malgré des conditions d'exercice parfois fragilisées.

Plusieurs enseignements majeurs se dégagent de manière transversale :

- la **nécessité centrale de croire, reconnaître et évaluer la parole de l'enfant**, en cohérence avec l'état des connaissances scientifiques et cliniques actuelles ;
- l'**importance d'une prévention précoce et continue**, condition essentielle pour limiter les interventions tardives et les ruptures de parcours ;
- le **besoin de continuité des accompagnements**, notamment lors des transitions sensibles, en particulier à l'entrée dans l'âge adulte ;
- l'**enjeu déterminant de la formation des professionnels** et de la coordination interinstitutionnelle, afin de sécuriser les pratiques et de réduire l'isolement ;
- la **responsabilité partagée de l'ensemble de la société** dans la protection de l'enfance, au-delà des seuls dispositifs spécialisés.

Pour les collectivités territoriales, ces constats invitent à renforcer les politiques publiques locales en faveur :

- du **repérage précoce et de la prévention**, en lien étroit avec les acteurs de proximité ;
- du **soutien aux professionnels de terrain**, tant sur le plan de la formation que de l'accompagnement des pratiques ;
- du **développement de dispositifs coordonnés, lisibles et pérennes**, centrés sur l'intérêt supérieur de l'enfant et adaptés aux réalités territoriales.

Cette synthèse met en évidence le caractère systémique des difficultés rencontrées en protection de l'enfance et souligne l'interdépendance entre reconnaissance de la parole de l'enfant, pratiques professionnelles, cadres institutionnels et réponses judiciaires.

Elle appelle à une approche globale et coordonnée, articulant prévention, évaluation, protection et accompagnement, afin de répondre de manière plus cohérente et plus sécurisante aux situations complexes mises en lumière lors de la table ronde.

V. ÉLÉMENTS ISSUS DE LA SESSION QUESTIONS-RÉPONSES

V.1. Échanges avec la salle – Apports et prolongements

La session de questions-réponses ayant suivi la table ronde a constitué un temps d'échanges particulièrement riche, permettant de prolonger les constats partagés et d'ouvrir de nouveaux axes de réflexion à partir des préoccupations exprimées par les participantes et participants.

Ces échanges ont donné la parole à des professionnelles issues de champs variés (éducation, petite enfance, santé, accompagnement social, professions libérales), révélant à la fois la diversité des situations rencontrées et des difficultés communes face aux enjeux de la protection de l'enfance.

V.2. Limites de certains dispositifs de recueil de la parole de l'enfant

Plusieurs interventions ont porté sur des dispositifs visant à faciliter l'expression de la parole de l'enfant, tels que les boîtes de recueil anonymes mises en place dans certains établissements scolaires ou éducatifs.

Si l'intention de ces dispositifs est unanimement reconnue comme pertinente, les échanges ont mis en évidence leurs limites opérationnelles : délais de traitement incompatibles avec les besoins immédiats de protection, anonymat empêchant l'identification de l'enfant concerné, et absence de retour ou d'accompagnement suite au dépôt d'un message.

Les intervenantes ont souligné que, lorsqu'un enfant trouve la possibilité de s'exprimer, l'absence de réponse rapide et sécurisante peut constituer une forme de violence institutionnelle secondaire, susceptible d'entraver durablement toute nouvelle tentative de dévoilement. Ces constats rappellent l'importance d'articuler les outils de recueil de la parole à des protocoles clairs, réactifs et accompagnés.

V.3. Le maintien du lien parent-enfant : une question à évaluer et à accompagner

Les échanges ont également permis d'approfondir la question du maintien du lien parent-enfant en situation de placement. Plusieurs professionnelles ont exprimé leur ambivalence face à des pratiques visant parfois à maintenir le lien de manière systématique, sans évaluation approfondie de ses effets sur l'enfant.

Les témoignages ont mis en évidence que certaines visites ou droits d'hébergement peuvent engendrer des régressions importantes et nécessiter de longs temps de resécurisation, en particulier lorsque des situations de violences ou de carences graves persistent. À l'inverse, il a

été rappelé que des accompagnements précoces et soutenus auprès de certains parents peuvent permettre une évolution positive de leurs capacités éducatives.

Un consensus se dégage autour de la nécessité de dépasser une approche binaire du lien pour privilégier une évaluation fine, contextualisée et évolutive, tenant compte du développement psychique de l'enfant, de son devenir à l'âge adulte et de la réalité de l'après-placement. Les échanges ont souligné l'importance d'un travail d'explicitation auprès de l'enfant, afin de lui permettre de comprendre les décisions prises et d'inscrire son histoire dans une continuité accompagnée.

V.4. Obligation de signalement et isolement des professionnels

Une question récurrente, notamment issue du secteur de la petite enfance, a porté sur les démarches à engager en cas de doute ou de préoccupations concernant un enfant, en particulier lorsque la hiérarchie ne soutient pas l'initiative de signalement.

Les réponses apportées ont permis de rappeler le cadre juridique existant, soulignant que la protection de l'enfance relève d'un devoir citoyen et que l'absence de signalement peut engager la responsabilité de la personne concernée. Il a également été rappelé que des dispositifs de conseil existent, permettant aux professionnels de solliciter un avis avant toute démarche formelle.

Les échanges ont mis en évidence un fort sentiment d'isolement chez certains professionnels, confrontés à des choix difficiles et à la crainte de répercussions professionnelles. Cette réalité renforce l'enjeu d'une formation collective, partagée et soutenue par les institutions, afin de sécuriser les pratiques et de légitimer les démarches de protection.

V.5. Les professionnels hors cadres institutionnels : un enjeu majeur de prévention

Un apport particulièrement marquant de cette session concerne la parole de professionnelles exerçant en dehors des cadres institutionnels classiques, notamment dans le champ des professions libérales de santé et d'accompagnement.

Ces interventions ont mis en lumière le fait que de nombreux professionnels, bien que régulièrement en contact avec des enfants et des familles dans des contextes de confiance, n'ont pas accès à une formation suffisante sur les enjeux de la protection de l'enfance, les dispositifs existants et les obligations légales. Cette méconnaissance, largement partagée, constitue un angle mort des politiques de prévention actuelles.

Les échanges ont souligné l'importance d'intégrer ces professionnels dans les stratégies de formation et de sensibilisation, compte tenu de leur position privilégiée pour repérer des situations de vulnérabilité et recueillir une parole parfois difficile à exprimer ailleurs.

V.6. Formation, prévention et déni sociétal

Plusieurs prises de parole ont exprimé un sentiment de sidération face à l'ampleur des réalités évoquées lors du colloque, révélant un manque d'information initiale pourtant partagé par une large partie de la population, y compris parmi des professionnels en exercice depuis de nombreuses années.

Ces témoignages ont mis en évidence le rôle du déni sociétal dans l'invisibilisation des violences faites aux enfants et la difficulté à accéder à une information claire, accessible et diffusée en amont. Ils ont renforcé l'idée que la formation et la prévention ne peuvent se limiter à des cercles spécialisés, mais doivent être pensées comme des enjeux transversaux, dès les écoles de formation et tout au long des parcours professionnels.

V.7. Zones insuffisamment explorées et besoins de connaissance

Enfin, les échanges ont permis de soulever certaines zones encore peu explorées par les dispositifs actuels, notamment concernant des tranches d'âge spécifiques de l'enfance. Des questionnements ont émergé sur la visibilité des enfants d'âge primaire dans les données, les pratiques de repérage et les capacités d'intervention dans ces contextes.

Ces interrogations ouvrent des perspectives de réflexion complémentaires, invitant à approfondir les analyses et à renforcer les dispositifs de prévention et de repérage adaptés aux réalités du terrain.

V.8. Les familles d'accueil face aux contraintes du placement et à la fragmentation des parcours

Les échanges avec la salle ont permis d'aborder de manière concrète les réalités vécues par certaines familles d'accueil, notamment les contraintes auxquelles elles peuvent être confrontées dans l'accompagnement quotidien des enfants placés.

Une situation évoquée a illustré les difficultés liées à la fragmentation des parcours de placement au sein d'une même fratrie : un enfant confié à une famille d'accueil, tandis que ses deux frères étaient placés dans deux familles distinctes, sans coordination globale ni accompagnement suffisant pour soutenir les liens fraternels, alors même que le maintien des liens entre frères et sœurs constitue un principe fondamental de la protection de l'enfance, sauf lorsque l'intérêt de l'enfant y fait obstacle.

Les échanges ont mis en évidence que **ces configurations peuvent placer les familles d'accueil dans des situations complexes**, caractérisées par une **charge éducative et émotionnelle importante**, un sentiment d'**isolement** et un **manque de soutien institutionnel**, alors même qu'elles jouent un **rôle central dans la protection et la stabilité des enfants confiés**.

Il a également été souligné que la **pénurie de nouvelles familles d'accueil** constitue un facteur aggravant de ces difficultés. Ce manque limite les possibilités d'orientation adaptées, restreint les marges de manœuvre des services et peut conduire à des placements contraints, éloignés des besoins spécifiques des enfants ou de la préservation des liens familiaux.

Ces constats interrogent la capacité des dispositifs actuels à penser le placement dans une approche globale et coordonnée, intégrant à la fois l'intérêt de l'enfant, la continuité des liens fraternels et les conditions d'accompagnement, de soutien et de renouvellement des familles d'accueil.

V.9. Le placement chez un tiers de confiance : un levier insuffisamment mobilisé

Les échanges ont également porté sur la question du placement chez un tiers de confiance, dispositif prévu par le cadre légal français en matière de protection de l'enfance.

Une intervenante a souligné que, bien que cette modalité de placement soit inscrite dans la loi et **visée à privilégier**, lorsque les conditions de sécurité sont réunies, **l'accueil de l'enfant dans son environnement proche**, elle demeure **insuffisamment proposée et mise en œuvre en pratique**.

Il a été relevé que, dans de nombreuses situations, **le recours au placement en établissement ou en foyer intervient en première intention**, y compris lorsque des tiers de confiance pourraient être identifiés et évalués. Cette réalité contribue à accentuer les ruptures de parcours et l'éloignement de l'enfant de ses repères affectifs.

À titre illustratif, les échanges ont fait référence à des pratiques observées dans d'autres contextes, notamment au Québec, où le placement dans l'entourage est davantage envisagé comme une option prioritaire lorsque l'intérêt et la sécurité de l'enfant le permettent. Cette comparaison a été mobilisée non comme un modèle transposable en l'état, mais comme un élément de réflexion sur les marges d'évolution possibles des pratiques françaises.

Ces constats interrogent les conditions d'identification, d'évaluation et d'accompagnement des tiers de confiance, ainsi que les **freins organisationnels et culturels** pouvant limiter le recours effectif à cette modalité de placement, **pourtant prévue par le droit** et potentiellement protectrice pour l'enfant.

V.10. Synthèse de la session questions-réponses

Dans leur ensemble, les échanges avec la salle ont permis de prolonger et d'approfondir les constats issus de la table ronde, en les confrontant à des **situations concrètes rencontrées sur le terrain** par des professionnels exerçant dans des contextes **institutionnels et non institutionnels**.

Cette session a mis en lumière des **angles morts et des fragilités opérationnelles** des dispositifs actuels de protection de l'enfance, en particulier dans leur capacité à répondre de manière cohérente, continue et coordonnée aux situations complexes rencontrées sur le terrain.

Les échanges ont notamment souligné les **difficultés persistantes** en matière de **recueil et de prise en compte de la parole de l'enfant**, de **soutien aux professionnels isolés**, ainsi que de **continuité des parcours de placement**, révélant un écart entre les cadres existants et leur mise en œuvre effective.

Dans ce contexte, la session a mis en évidence l'**insuffisante mobilisation de leviers pourtant prévus par le cadre légal**, tels que le **placement chez un tiers de confiance**, ainsi que les **effets structurels de la pénurie de familles d'accueil**, susceptibles d'influencer les décisions d'orientation, de fragiliser la **préservation des liens fraternels** et d'altérer la **stabilité des parcours**.

Ces constats confirment que les difficultés rencontrées ne relèvent pas uniquement de situations individuelles, mais interrogent plus largement les **conditions d'organisation, de pilotage et de soutien des dispositifs**, ainsi que leur capacité à garantir une protection effective et durable des enfants concernés.

VI. RESTITUTION DES ATELIERS

Les éléments présentés ci-après ne constituent pas de nouveaux constats, mais viennent approfondir, illustrer et opérationnaliser les enseignements déjà exposés lors de la table ronde.

Ateliers thématiques – Restitution des travaux

Dans le prolongement de la table ronde, trois ateliers thématiques ont été proposés aux participantes et participants afin d’approfondir certains enjeux clés de la protection de l’enfance à partir de situations concrètes, d’outils professionnels et de questionnements issus du terrain.

Les ateliers de l’après-midi ont donné lieu à un temps de **restitution collective en séance plénière**. Cette restitution, portée par les intervenantes et intervenants ayant animé les ateliers, a permis de partager les principaux constats, questionnements et propositions issus des échanges en groupes restreints.

Ce temps a également mis en évidence la dimension collective et participative du travail mené, les participantes et participants ayant activement contribué à l’élaboration des réflexions présentées.

VI.1. Atelier 1 – Évolution de la prise en charge, délais et travail partenarial

Atelier coanimé par :

- **Yacine Dieme**
- **Jeanne Ferrier**

Axes de travail :

- Délais de prise en charge
- Amélioration de la prise en charge dans le contexte actuel
- Prévention et travail partenarial

Les échanges au sein de cet atelier ont porté sur l’évolution de la prise en charge en protection de l’enfance, à partir d’un constat largement partagé de dysfonctionnements structurels, notamment en matière de délais d’intervention, de prévention insuffisamment développée et de fragilisation du travail partenarial dans un contexte de réduction des moyens.

Un point central de discussion a concerné les délais de mise en œuvre des mesures ordonnées par le juge des enfants, en particulier les mesures d’assistance éducative en milieu ouvert

(AEMO). Les participantes ont souligné que des délais d'attente pouvant atteindre plusieurs mois, voire une année, laissent les familles sans accompagnement effectif, alors même qu'une situation de danger a été reconnue.

Les échanges ont mis en évidence que cette période d'attente constitue un facteur aggravant de vulnérabilité pour les enfants et les familles, celles-ci se retrouvant sans relais, sans soutien et sans cadre structurant en attendant la mise en œuvre effective de la mesure.

Les participantes ont rappelé que, par le passé, des formes de relais existaient, permettant aux professionnels à l'origine du signalement ou de la demande d'intervention de poursuivre un accompagnement transitoire, dans un cadre autorisé par l'autorité judiciaire. La réactivation de tels dispositifs intermédiaires a été identifiée comme une piste pertinente pour répondre à l'urgence des situations.

Cinq axes de travail principaux ont émergé :

- le développement de **personnes ressources identifiées**, vers lesquelles les familles peuvent se tourner pendant les périodes d'attente ;
- le renforcement de la **professionnalisation des acteurs**, notamment sur la connaissance des procédures, des dispositifs existants et des circuits de signalement ;
- une meilleure compréhension du rôle respectif du 119 et de la CRIP, cette dernière étant identifiée comme un outil de conseil et d'orientation en amont du signalement formel ;
- le renforcement du **travail en réseau**, comme réponse aux délais et à l'isolement croissant des professionnels ;
- la nécessité de temps de rencontre entre partenaires afin de mieux connaître les champs d'intervention de chacun et d'orienter plus efficacement les familles.

L'atelier a mis en évidence que le travail partenarial constitue un levier essentiel pour prévenir les ruptures de parcours et renforcer le poids collectif des interventions face aux situations complexes.

VI.2. Atelier 2 – Formation, prévention et prise en charge psychique

Atelier animé par :

- **Sonia Sanchez**

Axes de travail :

- Le génogramme
- Le travail en réseau

- Comment favoriser une meilleure prise en charge psychique des enfants et des jeunes

La restitution de cet atelier a mis en lumière l'importance déterminante de la formation et de la prévention dans la protection de l'enfance. Les échanges ont souligné que l'absence de formation aux signes évocateurs de violences rend la découverte de ces situations particulièrement déstabilisante pour les professionnels, qui se trouvent alors démunis quant aux conduites à tenir.

Un consensus s'est dégagé sur la nécessité d'intervenir le plus tôt possible, tant auprès des enfants que des adultes qui les entourent. Les participantes ont insisté sur l'importance de nommer les choses dès le plus jeune âge, d'utiliser un vocabulaire juste concernant le corps et les parties intimes, et d'autoriser une parole précoce, sans crainte de choquer.

L'atelier a permis de rappeler que ce n'est pas l'information qui crée le traumatisme, mais le silence, l'absence de repères et l'impossibilité pour l'enfant de comprendre qu'il a le droit de se protéger et de dire non.

Les échanges ont conduit à la proposition de créer un **module de formation transversal**, destiné à un large panel de professionnels en contact avec des enfants. Ce module intégrerait notamment :

- les bases de l'attachement et du psychotraumatisme ;
- les signes évocateurs de violences ;
- les conduites à tenir face à une parole d'enfant ;
- les contacts et ressources utiles (CRIP, partenaires, numéros d'aide) ;
- des outils de prévention et de sensibilisation, incluant des supports pédagogiques adaptés.

Les participantes ont souligné l'importance de sortir de l'isolement professionnel et de favoriser des espaces où les adultes, à l'instar des enfants, peuvent s'autoriser à parler, partager et demander conseil.

La question de l'information grand public a également été abordée, avec la suggestion de développer des pages ressources accessibles en ligne, à l'image d'autres observatoires existants, ainsi que d'intégrer des actions de sensibilisation dans des dispositifs déjà en place (formations initiales, journées obligatoires, semaines de la parentalité).

VI.3. Atelier 3 – Information préoccupante, signalement et écoute de l'enfant

Atelier animé par :

- **Myriam Guedj Benayoun,**

- **Marie-Laure Duteil**, représentante de l'association **Innocence en Danger (IED Toulouse)**

Axes de travail :

- Comment écouter l'enfant victime ?
- Repérage des signes de danger
- Nouvelles manières d'appréhender les protocoles de placement

La restitution de cet atelier a porté sur les conditions dans lesquelles une information préoccupante ou un signalement peut et doit être envisagé, ainsi que sur les modalités d'écoute de la parole de l'enfant.

Un premier point fort concerne la nécessité de **préparer les démarches en amont**, notamment lorsqu'il s'agit de mineurs, en constituant un dossier étayé avec l'appui de professionnels formés. Les échanges ont mis en évidence l'importance de ne pas rester seul face au doute et de s'inscrire dans un réseau de professionnels compétents en matière de violences faites aux enfants.

Concernant l'écoute de l'enfant, plusieurs principes essentiels ont été rappelés :

- ne pas juger ni remettre en cause la parole de l'enfant ;
- respecter son rythme, qui peut être différent de celui de l'adulte ;
- accepter que la parole se construise dans le temps, parfois en plusieurs étapes ;
- être attentif aux manifestations non verbales et aux changements de comportement, qu'ils soient progressifs ou brutaux.

Les participantes ont souligné que ces manifestations peuvent constituer le seul mode d'expression possible pour l'enfant et doivent être prises en compte avec la même attention qu'une parole explicite.

Un principe transversal a été fortement mis en avant : la nécessité de se faire confiance en tant que professionnel. Une formulation issue des échanges a particulièrement marqué les participant(e)s :

« Quand il y a un doute, c'est qu'il n'y a plus de doute. »

Cette phrase illustre l'importance de rester en vigilance et d'agir dès lors qu'un malaise ou une incohérence est perçue, même en l'absence de certitudes immédiates.

La restitution s'est conclue par un rappel particulièrement marquant de la réalité des violences sexuelles faites aux enfants, soulignant l'ampleur du phénomène et l'urgence d'agir de manière collective, structurée et déterminée.

VI.4. Apports transversaux de la restitution des ateliers

La restitution collective des ateliers a confirmé que les enjeux abordés au cours de la journée ne relèvent pas de situations isolées, mais de dysfonctionnements structurels et persistants. Elle a mis en évidence :

- l'urgence de réduire les délais de prise en charge ;
- la nécessité de sécuriser les pratiques professionnelles ;
- l'importance de la prévention et de la formation dès le plus jeune âge ;
- la valeur du travail en réseau et du soutien entre professionnels.

Ce temps de restitution a également souligné la dimension collective de la protection de l'enfance, reposant sur la co-construction des savoirs, l'engagement des acteurs de terrain et la reconnaissance des réalités vécues par les enfants et les familles.

VII. PERSPECTIVES ET PROLONGEMENTS

Perspectives issues des constats du colloque et des échanges avec la salle

Les échanges issus du colloque du 6 juillet 2025, enrichis par la session de questions-réponses, mettent en évidence la nécessité d'inscrire la protection de l'enfance dans une dynamique de transformation durable, articulant prévention, reconnaissance de la parole de l'enfant, continuité des parcours, formation des professionnels et coordination des acteurs.

Les perspectives identifiées ne constituent pas des prescriptions normatives, mais des **axes de prolongement opérationnels**, directement issus des constats de terrain partagés tant par les intervenantes que par les participantes et participants.

VII.1. Structurer une dynamique pérenne de travail inter-institutionnel

Les constats formulés lors du colloque soulignent l'intérêt de dépasser des interventions ponctuelles ou cloisonnées pour renforcer une approche coordonnée de la protection de l'enfance.

Dans cette perspective, il apparaît pertinent de :

- prolonger les réflexions engagées par la mise en place de **groupes de travail territoriaux pluridisciplinaires**, associant services de l'ASE, PMI, justice, santé, éducation nationale, acteurs associatifs et professionnels libéraux ;
- favoriser des **espaces réguliers d'échanges et de soutien aux pratiques**, permettant l'analyse de situations complexes, le partage de pratiques professionnelles et la sécurisation des démarches de signalement, l'identification de leviers d'amélioration opérationnels ;
- soutenir une **culture commune de la protection de l'enfance**, fondée sur la complémentarité des expertises, la connaissance partagée des dispositifs existants et la continuité des interventions.

Ces dynamiques de travail pourraient constituer des outils d'appui à la décision pour les collectivités territoriales et contribuer à une meilleure cohérence des réponses apportées aux enfants et aux familles.

VII.2. Renforcer la place de la prévention dans les politiques publiques locales et nationales

Les échanges ont mis en évidence un consensus fort autour de la prévention, identifiée comme un levier prioritaire aujourd'hui fragilisé par une logique d'intervention tardive et d'urgence.

Les apports issus des questions-réponses ont permis de souligner que la prévention ne peut se limiter aux dispositifs institutionnels classiques, mais doit intégrer l'ensemble des acteurs en contact régulier avec les enfants, y compris ceux exerçant en dehors des cadres institutionnels.

Les perspectives dégagées invitent à :

- renforcer les actions de **prévention précoce**, notamment en périnatalité et petite enfance, en lien avec les services de santé et de PMI ;
- développer des dispositifs de **repérage précoce des situations de vulnérabilité**, accessibles et lisibles, afin de limiter les ruptures de parcours et les interventions contraintes ;
- inscrire la **prévention comme un axe stratégique structurant des politiques publiques** locales et nationales, de protection de l'enfance ; afin de limiter les ruptures de parcours et la judiciarisation contrainte des situations.

VII.3. Consolider la formation et l'accompagnement des professionnels

Le manque de formation face à des situations complexes, et notamment face aux violences sexuelles et aux mécanismes d'emprise, constitue un frein majeur à une protection effective des enfants.

Les interventions de professionnelles exerçant hors des cadres institutionnels **ont mis en lumière un angle mort des politiques actuelles de formation**, alors même que ces acteurs occupent une position privilégiée pour le repérage et le recueil de la parole de l'enfant.

Les prolongements identifiés incluent :

- le **renforcement des formations initiales et continues** des professionnels en contact avec les enfants (éducation, santé, sport, animation, travail social) ;
- une meilleure **diffusion et appropriation des dispositifs existants**, tels que les cellules de recueil des informations préoccupantes ;
- le développement de **formations interprofessionnelles** favorisant une culture partagée du repérage, de l'écoute de la parole de l'enfant et de la coordination des interventions.

VII.4. Les recommandations de la CIIVISE comme socle national de perspectives et d'amélioration des politiques de protection de l'enfance

Les constats issus de la table ronde trouvent un écho direct dans les travaux de la **Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (CIIVISE)**, qui a formulé **82 recommandations** visant à renforcer la prévention, le repérage, la protection et la prise en charge des enfants victimes de violences sexuelles.

Ces 82 recommandations constituent, à elles seules, **une perspective structurante et cohérente d'amélioration des politiques publiques de protection de l'enfance**, en particulier sur les enjeux largement mis en lumière lors du colloque : reconnaissance de la parole de l'enfant, formation des professionnels, coordination des acteurs et continuité des parcours de protection.

Toutefois, malgré leur publication, **elles demeurent à ce jour insuffisamment mises en œuvre à l'échelle nationale**, limitant leur portée opérationnelle et leur impact concret pour les enfants concernés.

Dans ce contexte, les perspectives et prolongements identifiés lors du colloque invitent à considérer :

- les **82 recommandations de la CIIVISE comme un socle de référence existant**, susceptible d'orienter les évolutions des pratiques locales et nationales ;
- une **mise en cohérence progressive des pratiques territoriales** avec ces recommandations, en tenant compte des contraintes organisationnelles et des réalités locales ;
- une **réflexion collective sur les conditions de leur application effective**, afin de dépasser une logique déclarative et garantir une traduction opérationnelle sur le terrain.

Cette articulation permet de situer les enseignements du colloque dans un cadre national déjà établi, tout en soulignant l'écart persistant entre les constats partagés, les recommandations formulées et leur mise en œuvre effective. Elle invite ainsi à une mobilisation renouvelée des acteurs publics autour d'outils et de propositions existants, reconnus et partagés.

VII.5. Sécuriser les parcours et les transitions, en particulier à la sortie de l'Aide sociale à l'enfance

Les ruptures de parcours, notamment à la majorité, ont été identifiées comme un point de fragilité majeur.

À ce titre, les perspectives dégagées invitent à :

- encourager le développement de **dispositifs d'accompagnement des jeunes majeurs** fondés sur l'adhésion volontaire, la continuité des liens et la temporalité propre à chaque parcours ;
- favoriser des approches permettant aux jeunes d'accéder à leur histoire et à leur dossier dans un **cadre accompagné et sécurisant**, afin de limiter les effets délétères des ruptures successives ;
- inscrire la **continuité des parcours** comme un objectif central et transversal des politiques publiques de protection de l'enfance.

VII.6. Contribuer aux réflexions nationales sur l'évolution du cadre de l'ASE

Enfin, les travaux issus de ce colloque ont vocation à alimenter les réflexions nationales engagées sur l'évolution du cadre de la protection de l'enfance et de l'Aide sociale à l'enfance.

Ils peuvent ainsi :

- contribuer à une **meilleure articulation entre les réalités de terrain et l'élaboration des politiques publiques nationales**, afin de réduire l'écart entre les cadres normatifs, les orientations stratégiques et les conditions réelles de mise en œuvre sur les territoires ;
- nourrir les **orientations stratégiques des décideurs publics** sur les enjeux de prévention, de formation, de coordination et d'adéquation des moyens aux besoins ;
- **renforcer le dialogue entre l'État, les collectivités territoriales et les acteurs associatifs**, dans une logique de cohérence nationale et de responsabilité partagée.
- permettre une **meilleure prise en compte des réalités de terrain exprimées par des professionnels insuffisamment représentés dans les dispositifs actuels de concertation**, en particulier ceux exerçant hors des cadres institutionnels classiques ou en position d'isolement professionnel ;

Les perspectives et prolongements identifiés à l'issue de ce colloque invitent à inscrire la protection de l'enfance dans une dynamique collective, préventive et durable, en cohérence avec les recommandations nationales existantes et les réalités territoriales.

Ils soulignent la nécessité d'une mobilisation coordonnée des acteurs locaux et nationaux afin de garantir une protection effective, continue et respectueuse de l'intérêt supérieur de l'enfant.

VIII. CONCLUSION GÉNÉRALE

Le colloque du 6 juillet 2025, consacré à la protection de l'enfance, a permis de réunir des **professionnelles aux expertises complémentaires** ainsi que des **acteurs de terrain issus de contextes variés**. Les échanges ont mis en lumière, de manière convergente, les **tensions structurelles** qui traversent aujourd'hui les dispositifs de protection de l'enfance, tout en faisant émerger des **leviers d'action clairs et partagés**.

Les constats issus de la table ronde et des échanges avec la salle soulignent en premier lieu la **centralité de la parole de l'enfant**. Malgré les avancées législatives et les connaissances scientifiques et cliniques disponibles, cette parole demeure **encore insuffisamment reconnue, évaluée et protégée dans les pratiques**. Les délais d'intervention, les classements sans suite et les réponses institutionnelles parfois tardives contribuent à fragiliser la confiance des enfants dans les dispositifs censés les protéger.

Les restitutions des ateliers ont renforcé ces enseignements en apportant un éclairage issu des **pratiques de terrain** et des **réalités opérationnelles** rencontrées par les professionnels, confirmant l'écart persistant entre les cadres existants et leur mise en œuvre effective.

Le rapport met également en évidence **l'impact durable des ruptures de parcours**, qu'il s'agisse des changements successifs de lieux d'accueil, de la discontinuité des référents ou de la rupture brutale des accompagnements à la majorité. Ces discontinuités, loin d'être marginales, constituent un **facteur aggravant de vulnérabilité**, exposant de nombreux jeunes à des trajectoires de précarité, d'isolement et de souffrance psychique.

Un consensus fort se dégage autour de **la prévention**, identifiée **comme un levier prioritaire** encore insuffisamment soutenu par les politiques publiques. La **prévention précoce**, notamment en périnatalité et dans la petite enfance, apparaît pourtant comme un **investissement déterminant** pour limiter les situations de danger et réduire les interventions tardives, souvent plus coûteuses **humainement et financièrement**. Les échanges ont confirmé que cette prévention ne peut être efficace que si elle s'appuie sur une **mobilisation élargie et coordonnée de l'ensemble des acteurs** en contact avec les enfants.

À cet égard, le rapport met en lumière un **angle mort persistant** : celui des **professionnels exerçant hors des cadres institutionnels classiques**. Médecins, soignants, praticiens libéraux, professionnels du sport ou de l'accompagnement sont pourtant en position privilégiée pour repérer des situations de vulnérabilité et recueillir une parole difficile à exprimer ailleurs. Leur **insuffisante intégration dans les dispositifs** de formation, de concertation et de prévention constitue un **enjeu majeur** identifié par les participantes et participants.

Les violences sexuelles faites aux enfants occupent une place centrale dans les échanges. Leur ampleur, leur sous-détection et les mécanismes d'emprise qui les accompagnent interrogent directement le cadre actuel de la protection de l'enfance. Le rapport souligne que **les 82 recommandations de la CIIVISE constituent un socle national de référence cohérent et structurant**, encore **insuffisamment mis en œuvre**, mais susceptible d'orienter concrètement les évolutions des pratiques et des politiques publiques.

Dans leur ensemble, les travaux du colloque rappellent que la **protection de l'enfance** ne peut être pensée comme une succession de réponses fragmentées. Elle appelle une **approche globale, cohérente et continue**, articulant prévention, évaluation, protection et accompagnement dans le temps, et reposant sur une **responsabilité collective** mobilisant l'ensemble des acteurs institutionnels, professionnels, associatifs et la société civile. La sécurisation des pratiques, le soutien aux professionnels de terrain, la diffusion d'une culture commune de la protection et la prise en compte effective des réalités territoriales apparaissent comme des conditions indispensables à une **protection durable et effective**.

Ce rapport, fidèle aux échanges du colloque, se veut un outil de contribution au débat public et à l'aide à la décision. Il met en évidence que les difficultés rencontrées en protection de l'enfance ne relèvent ni de situations isolées ni de défaillances individuelles, mais s'inscrivent dans des **déséquilibres structurels persistants**. Il appelle à une mobilisation politique et institutionnelle renforcée, visant à créer les conditions d'une protection effective, lisible et sécurisante pour les enfants, les familles et les professionnels qui œuvrent quotidiennement à leur protection, en affirmant **l'intérêt supérieur de l'enfant comme socle des décisions politiques, des dispositifs et des pratiques de terrain**.

À l'issue de ces travaux, une conviction commune se dégage : **améliorer la prise en charge des enfants en danger ou en risque de l'être suppose non seulement des moyens adaptés, mais également une volonté politique affirmée de reconnaître, de coordonner et de soutenir celles et ceux qui œuvrent quotidiennement à leur protection.**

IX. ANNEXES

ANNEXE 1 – Glossaire

- **ASE – Aide sociale à l'enfance** : Dispositif départemental chargé de la protection des mineurs et des jeunes majeurs en danger ou en risque de l'être, par des mesures administratives ou judiciaires.
(Sources : Code de l'action sociale et des familles, art. L221-1 et suivants ; rapports IGAS ; travaux du CNPE.)
- **SNATED (Service national Allô Enfance en Danger)** : Service public chargé de la gestion du **numéro national 119**, accessible 24h/24 et 7j/7, destiné au **recueil et au traitement des appels** relatifs aux situations de **danger ou de risque de danger pour les enfants**, ainsi qu'à la **transmission d'informations préoccupantes** aux services départementaux compétents.
- **ONPE (Observatoire national de la protection de l'enfance)** : Instance nationale chargée de **collecter, analyser et diffuser les données** relatives à la protection de l'enfance en France, et de **contribuer à l'évaluation des politiques publiques** dans ce domaine, en lien avec l'État et les départements.
- **DREES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques)** : Service statistique ministériel chargé de **produire, analyser et diffuser des données et études** relatives aux politiques publiques sanitaires et sociales, notamment dans les domaines de la **santé**, de la **protection sociale** et de la **protection de l'enfance**.
- **CIIVISE – Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants** : Commission nationale chargée d'analyser les violences sexuelles subies par les enfants et de formuler des recommandations visant à améliorer leur prévention, leur reconnaissance et leur prise en charge.
(Sources : Rapport final et recommandations de la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants.)
- **CRIP – Cellule de recueil des informations préoccupantes** : Service départemental chargé de centraliser, analyser et orienter les informations préoccupantes relatives à des mineurs en danger ou en risque de danger.
(Sources : Code de l'action sociale et des familles, art. L226-3 ; circulaires ministérielles relatives à la protection de l'enfance.)
- **IP – Information préoccupante** : Transmission d'informations à la CRIP concernant un mineur dont la situation peut nécessiter une évaluation ou une mesure de protection.
(Sources : Code de l'action sociale et des familles, art. L226-2-1 ; référentiels départementaux de protection de l'enfance.)

- **PMI – Protection maternelle et infantile** : Service départemental de santé publique chargé de la prévention et de l'accompagnement médico-social des femmes enceintes, des parents et des enfants de moins de six ans.
(Sources : Code de la santé publique, art. L2111-1 et suivants ; politiques publiques de prévention.)
- **Protection de l'enfance** : Ensemble des politiques publiques, dispositifs et actions visant à prévenir les situations de danger et à protéger les mineurs lorsque leur santé, leur sécurité ou leur développement sont compromis.
(Sources : Code de l'action sociale et des familles, art. L112-3 ; Convention internationale des droits de l'enfant.)
- **Parole de l'enfant** : Expression verbale ou non verbale de l'enfant concernant son vécu, ses besoins ou les violences subies, devant être recueillie, évaluée et prise en compte dans les décisions le concernant.
(Sources : Convention internationale des droits de l'enfant, art. 12 ; recommandations CIIVISE ; avis du CNPE.)
- **Intérêt supérieur de l'enfant** : Principe juridique fondamental imposant que toute décision concernant un enfant priorise sa sécurité, son bien-être et son développement.
(Sources : Convention internationale des droits de l'enfant, art. 3 ; Code civil, art. 375 et suivants.).
Principe devant être apprécié de manière individualisée, évolutive et contextualisée, tenant compte de la sécurité, du développement affectif, psychique et social de l'enfant, ainsi que de son histoire et de son environnement.
(Source : Comité des droits de l'enfant des Nations unies – Observation générale n°14 ; 2013)
- **Prévention précoce** : Actions mises en œuvre en amont des situations de danger afin de réduire les risques de maltraitance et de ruptures, notamment dès la grossesse et la petite enfance.
(Sources : Code de l'action sociale et des familles ; Code de la santé publique ; politiques nationales de prévention.)
- **Repérage précoce** : Identification anticipée des signes de vulnérabilité ou de danger chez l'enfant ou dans son environnement familial, permettant une intervention rapide et adaptée.
(Sources : recommandations de la Haute Autorité de Santé ; CIIVISE ; référentiels professionnels de protection de l'enfance.)
- **Ruptures de parcours** : Discontinuités dans les prises en charge, les lieux d'accueil ou les référents, susceptibles d'altérer la stabilité et le développement de l'enfant.
(Sources : rapports IGAS ; travaux du CNPE ; retours de terrain des professionnels de l'ASE.)

- **Audition adaptée de l'enfant** : Modalité d'audition reposant sur des protocoles spécifiques, respectueux du développement de l'enfant et visant à limiter la suggestibilité et la revictimisation, tout en favorisant un recueil fiable de la parole.
(Sources : protocoles MELANI ; CIIVISE ; recommandations internationales.)
- **Classement sans suite** : Décision prise par le procureur de la République de ne pas engager de poursuites pénales à l'issue d'une plainte ou d'un signalement, notamment en raison d'une insuffisance d'éléments probants, d'une infraction insuffisamment caractérisée ou de priorités de politique pénale.
(Sources : Code de procédure pénale ; rapports du ministère de la Justice ; CIIVISE.)
- **Lien d'attachement** : Relation affective structurante entre l'enfant et ses figures de référence, jouant un rôle déterminant dans son développement psychique, sa sécurité émotionnelle et sa capacité à se construire.
(Sources : théorie de l'attachement – Bowlby ; travaux cliniques reconnus ; HAS.)
- **Continuité des parcours** : Principe visant à garantir la stabilité, la cohérence et la durée des accompagnements tout au long du parcours de protection de l'enfant et du jeune adulte.
(Sources : Code de l'action sociale et des familles ; recommandations du CNPE.)
- **Jeunes majeurs** : Jeunes âgés de 18 à 21 ans, anciennement ou actuellement pris en charge par l'ASE, pouvant bénéficier de dispositifs d'accompagnement vers l'autonomie.
(Sources : Code de l'action sociale et des familles, art. L222-5 ; politiques départementales de protection de l'enfance.)
- **Placement** : Mesure de protection consistant à confier un enfant à un tiers ou à une structure d'accueil lorsque son maintien au domicile familial présente un danger.
(Sources : Code civil, art. 375 ; Code de l'action sociale et des familles.)
- **Évaluation clinique de la parole de l'enfant** : Démarche professionnelle reposant sur des connaissances en psychologie, psychotraumatologie et développement de l'enfant, visant à analyser la cohérence, la constance et le contexte d'expression de la parole de l'enfant, au-delà de sa seule verbalisation. (Sources : CIIVISE ; HAS ; référentiels cliniques.)
- **Judiciarisation des situations** : Recours à l'autorité judiciaire pour statuer sur une situation de protection de l'enfance, généralement en cas de danger grave ou de désaccord avec les mesures administratives.
(Sources : Code civil ; rapports IGAS sur la protection de l'enfance.)
- **Judiciarisation contrainte** : Recours à l'autorité judiciaire rendu nécessaire non par choix initial, mais par l'absence de solutions administratives, éducatives ou préventives suffisantes, notamment en contexte de délais d'intervention ou de saturation des dispositifs. (Sources : rapports IGAS ; retours de terrain des professionnels de la protection de l'enfance.)

- **Coordination interinstitutionnelle** : Organisation et articulation des actions entre les différents acteurs institutionnels et associatifs afin d'assurer une réponse cohérente et efficace aux situations de protection.
(Sources : rapports IGAS ; orientations ministérielles relatives à la protection de l'enfance.)
- **Formation interprofessionnelle** : Dispositif de formation réunissant plusieurs corps de métiers afin de développer une culture commune et des pratiques coordonnées en protection de l'enfance.
(Sources : recommandations CIIVISE ; référentiels nationaux de formation des professionnels de l'enfance.)
- **Violences sexuelles faites aux enfants** : Actes à caractère sexuel imposés à un mineur, avec ou sans contrainte apparente, constituant une atteinte grave à son intégrité et à son développement.
(Sources : Code pénal ; Convention de Lanzarote ; CIIVISE.)
- **Maltraitance** : Ensemble des violences, négligences ou atteintes, physiques ou psychologiques, portant préjudice à la santé, à la sécurité ou au développement de l'enfant.
(Sources : Code de l'action sociale et des familles ; Haute Autorité de Santé.)
- **Emprise** : Mécanisme de domination psychologique progressive exercé par un adulte sur un enfant, limitant sa capacité à se protéger, à s'exprimer ou à dénoncer les violences subies.
(Sources : CIIVISE ; travaux institutionnels sur les violences sexuelles et le psychotraumatisme.)
- **Psychotraumatisme** : Conséquences psychiques durables résultant d'événements traumatiques, notamment de violences, affectant le développement et le fonctionnement de la personne.
(Sources : Haute Autorité de Santé ; référentiels cliniques reconnus par les pouvoirs publics.)
- **Déni sociétal** : Mécanisme collectif de minimisation ou de refus de reconnaissance de certaines violences, contribuant à leur invisibilisation et à l'insuffisance des réponses apportées.
(Sources : CIIVISE ; analyses institutionnelles sur les violences faites aux enfants.)
- **Périnatalité** : Période couvrant la grossesse, la naissance et les premiers mois de vie de l'enfant, considérée comme stratégique en matière de prévention et d'accompagnement.
(Sources : Code de la santé publique ; politiques nationales de périnatalité.)
- **Accompagnement à la parentalité** : Actions de soutien, d'information et d'accompagnement destinées aux parents afin de renforcer leurs compétences et de prévenir les situations de vulnérabilité familiale.

(Sources : Code de l'action sociale et des familles ; politiques publiques de soutien à la parentalité.)

- **Exigences probatoires** : Ensemble des critères et éléments de preuve requis par l'autorité judiciaire pour caractériser juridiquement une infraction et engager des poursuites, pouvant entrer en tension avec les spécificités des violences faites aux enfants et les modalités cliniques d'évaluation de leur parole.

(Sources : Code de procédure pénale ; travaux CIIVISE ; analyses institutionnelles.)

ANNEXE 2 – Données de contexte et références nationales

1. Données générales sur la protection de l'enfance en France

La protection de l'enfance concerne chaque année un nombre important d'enfants et de familles sur l'ensemble du territoire national.

Selon les données consolidées de la **DREES** et de l'**ONPE**, environ **350 000 enfants et adolescents** bénéficient chaque année d'au moins une **mesure de protection de l'enfance**, qu'il s'agisse de mesures administratives ou judiciaires.

Ces mesures se répartissent principalement entre :

- des mesures de **placement** (en établissement ou en famille d'accueil),
- des mesures d'**accompagnement éducatif à domicile**.

Ces chiffres traduisent le caractère **structurel et durable** des enjeux de protection de l'enfance, et non des situations marginales ou exceptionnelles.

Sources :

- DREES, *Les bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance*, dernières données consolidées
- ONPE, *Chiffres clés de la protection de l'enfance*

2. Signalements et informations préoccupantes

Le **Service national d'accueil téléphonique pour l'enfance en danger (SNATED – 119)** constitue un indicateur central de la prévalence des situations de danger ou de risque.

En **2023** :

- plus de **1 million d'appels** ont été reçus par le 119,
- environ **100 000 situations** ont donné lieu à un **traitement par des écoutants professionnels**,
- plusieurs dizaines de milliers ont conduit à la transmission d'**informations préoccupantes** aux conseils départementaux.

Ces données confirment :

- une **sollicitation massive et constante** des dispositifs de repérage,
- un **écart persistant** entre le volume de situations identifiées et la capacité effective de réponse des dispositifs.

Sources :

- SNATED – GIP Enfance en danger, *Rapport annuel d'activité 2023*
- ONPE, *Données nationales sur les informations préoccupantes*

3. Modalités de prise en charge et recours au placement

Depuis **2022**, l'**accueil en établissement** constitue la **modalité de placement la plus fréquente**, représentant environ **41 % des enfants confiés** à l'Aide sociale à l'enfance.

Cette proportion place la **France parmi les pays européens recourant le plus fortement à l'accueil en établissement**, en comparaison avec d'autres États privilégiant davantage :

- l'accueil familial,
- le placement chez des proches ou des tiers de confiance.

Cette donnée éclaire les constats formulés lors du colloque sur :

- la pénurie de familles d'accueil,
- la fragmentation des parcours,
- les difficultés de maintien des liens fraternels.

Sources :

- DREES, *Les enfants confiés à l'ASE : modes d'accueil et évolutions*
- UNICEF, *Children in alternative care – Europe and Western Europe*

4. Violences sexuelles faites aux enfants : ampleur et réponse pénale

Les violences sexuelles faites aux enfants constituent un enjeu majeur de santé publique et de protection de l'enfance.

Les travaux de la **Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (CIIVISE)** mettent en évidence :

- une **sous-détection massive** de ces violences,
- une **faible reconnaissance institutionnelle** des faits,
- un **taux de réponse pénale extrêmement faible**.

Selon les données citées par la CIIVISE :

- seules **environ 3 %** des violences sexuelles faites aux enfants donnent lieu à une **condamnation**,
- ce taux chute à **environ 1 %** dans les situations d'**inceste**.

Ces chiffres sont régulièrement cités comme révélateurs :

- d'un **phénomène d'impunité structurelle**,
- d'un cadre probatoire inadapté aux spécificités des violences sexuelles faites aux enfants,
- d'un décalage entre l'évaluation clinique des situations et leur reconnaissance judiciaire.

Sources :

- CIIVISE, *Rapport final – 2023*
- CIIVISE, *Auditions et contributions d'experts*

5. Dénier sociétal et reconnaissance de la parole de l'enfant

Plusieurs rapports nationaux soulignent l'existence d'un **dénier sociétal persistant** face aux violences faites aux enfants, et en particulier aux violences sexuelles.

Ce déni se manifeste notamment par :

- une **défiance récurrente à l'égard de la parole de l'enfant**,
- la persistance de représentations erronées sur les fausses dénonciations,
- des pratiques institutionnelles encore largement centrées sur des modèles probatoires inadaptés.

Les travaux du **Défenseur des droits** et de la **CIIVISE** convergent pour souligner que :

- les **fausses dénonciations demeurent marginales**,
- le doute systématique produit des effets délétères durables sur la protection des enfants.

Sources :

- Défenseur des droits, *Rapport annuel sur les droits de l'enfant, édition 2023*
- CIIVISE, *Rapport final – 2023*

6. Cadre juridique de référence

La protection de l'enfance s'inscrit dans un cadre juridique fondé notamment sur :

- la **Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE)**, ratifiée par la France,
- le **Code de l'action sociale et des familles (CASF)**,
- le **principe de l'intérêt supérieur de l'enfant**, devant guider toute décision le concernant.

Ce principe doit être apprécié de manière :

- individualisée,
- contextualisée,
- évolutive,
en tenant compte de la sécurité, du développement affectif, psychique et social de l'enfant, ainsi que de son histoire et de son environnement.

Sources :

- Convention internationale des droits de l'enfant – ONU

- Code de l'action sociale et des familles
- Défenseur des droits, *L'intérêt supérieur de l'enfant*

7. Portée de ces données au regard du rapport

Les données et références nationales présentées dans cette annexe constituent un **socle objectif et partagé**, venant **étayer et contextualiser** les constats formulés lors du colloque à partir des pratiques professionnelles de terrain.

Elles permettent de situer ces constats dans un cadre national documenté et de confirmer que les difficultés identifiées relèvent de **tendances structurelles avérées**, observées de manière récurrente par les institutions et organismes de référence du champ de la protection de l'enfance.

ANNEXE 3 – Éléments issus des échanges avec la salle

Cette annexe présente une sélection structurée de passages clefs issus des échanges avec la salle. Ces extraits viennent illustrer les constats développés dans le corps du rapport et ne sauraient, à eux seuls, se substituer à l'analyse globale proposée dans les parties précédentes. Elle ne vise ni l'exhaustivité ni la retranscription intégrale des interventions, mais a pour objectif de mettre en lumière les thématiques récurrentes, les préoccupations partagées et les questionnements exprimés par les participantes et participants au colloque. Les retranscriptions vidéo des échanges viennent compléter ces éléments.

1 Délais d'intervention et effets délétères de l'attente

« Il y a parfois jusqu'à un an d'attente avant qu'une mesure d'aide éducative ordonnée par le juge ne soit mise en œuvre. Pendant ce temps, les familles sont laissées sans relais, alors même qu'une situation de danger a été reconnue. »

Source – Enregistrement audio : « *timeline-après-midi* ».

2 Prévention et accompagnement en amont : un levier sous-exploité

« Aujourd'hui, on intervient beaucoup trop tard. Quand on arrive, on est déjà dans l'urgence, dans le judiciaire, alors que si on avait travaillé plus tôt, en prévention, beaucoup de situations auraient pu être évitées. »

Source – Enregistrement audio : « *timeline-après-midi* ».

3 Isolement des professionnels et nécessité du travail en réseau

« Les professionnels sont de plus en plus isolés, pris dans l'urgence. Le travail en réseau devient un levier essentiel pour prévenir les situations et ne pas porter seuls la responsabilité du signalement. »

Source – Enregistrement audio : « *timeline_après-midi* ».

4 Formation : savoir quoi faire quand l'enfant parle

« Beaucoup de professionnels ne savent pas quoi faire lorsqu'un enfant parle spontanément. Faute de formation, ils hésitent à alerter, par peur de mal faire. »

Source : Enregistrement audio : « *session_questions-réponses* »

5 Dénî sociétal et violences sexuelles : un signal politique fort

« Pendant les huit heures que nous avons passées ensemble, environ 160 enfants ont été victimes de violences sexuelles en France, majoritairement dans leur famille. »

Source – Enregistrement audio : « *timeline_après-midi* ».

6 Maintien du lien parent-enfant : nécessité d’une évaluation fine

« Il ne s’agit pas de dire qu’il faut maintenir le lien ou le rompre de manière systématique. La vraie question, c’est d’évaluer la qualité du lien, ce qu’il produit pour l’enfant, et la capacité du parent à évoluer. »

Source – Enregistrement audio : « *session_questions-réponses* »

7 Responsabilité citoyenne et devoir de signalement

« Signaler une situation de danger n’est pas une option mais une obligation légale. Ne pas agir peut constituer une non-assistance à personne en danger. »

Source – Enregistrement audio : « *session_questions-réponses* »

8 Familles d’accueil : un rôle central insuffisamment soutenu

« Les familles d’accueil sont souvent très seules. On leur confie des situations extrêmement complexes, avec très peu de soutien derrière, alors qu’elles jouent un rôle central pour la stabilité des enfants. »

Source – Enregistrement audio : « *session_questions-réponses* »

9 Fratries séparées : une contradiction entre principes et pratiques

« Il est régulièrement rappelé qu’il faut maintenir les liens fraternels, mais dans les faits, les fratries sont souvent séparées faute de solutions disponibles ou de coordination suffisante. »

Source – Enregistrement audio : « *session_questions-réponses* »

10 Placement chez un tiers de confiance : un levier légal sous-mobilisé

« Le placement chez un tiers de confiance est prévu par la loi, mais il reste très peu mobilisé. D’autres pays l’utilisent pourtant comme une réponse prioritaire lorsqu’elle est sécurisée. »

Source – Enregistrement audio : « *timeline-après-midi* ».

11 Témoignage d’une professionnelle exerçant hors cadre institutionnel

Une professionnelle exerçant en tant qu’ostéopathe, formée en pédiatrie et en obstétrique, a exprimé son étonnement et son inquiétude face aux contenus abordés lors de la table ronde. Recevant depuis plusieurs années des familles et des enfants dans le cadre de sa pratique, elle a souligné découvrir à cette occasion des informations essentielles relatives aux dispositifs de protection de l’enfance (CRIP, 119, signalement, parquet), déclarant notamment :

« Je reçois depuis des années des enfants et des familles potentiellement en grande vulnérabilité,

et c'est aujourd'hui seulement que je découvre l'existence et le fonctionnement des dispositifs de protection de l'enfance. »

Ce témoignage illustre les limites actuelles de l'accès à la formation et à l'information pour les professionnels exerçant hors des structures institutionnelles, pourtant en première ligne dans le repérage de situations à risque.

Source – Enregistrement audio : « *session_questions-réponses* »

12 Témoignage : Difficultés de remontée et de traitement des alertes en milieu de la petite enfance

Une professionnelle de la petite enfance, travaillant en crèche, a partagé un cas pratique illustrant les limites des chaînes de signalement internes et les difficultés rencontrées lorsqu'une alerte est formulée par un professionnel de terrain.

Elle a relaté une situation dans laquelle des éléments préoccupants concernant un enfant avaient été repérés et transmis à la hiérarchie, conformément aux procédures internes. Toutefois, cette remontée n'a pas donné lieu à une évaluation ou à une action à la hauteur des inquiétudes exprimées, laissant la professionnelle dans un sentiment d'impuissance et de responsabilité non partagée.

Ce témoignage met en lumière :

- les freins organisationnels à la prise en compte des alertes,
- la dilution des responsabilités au sein des structures,
- et le risque que des signaux précoces ne soient pas suivis d'effet, malgré la vigilance des professionnels de première ligne.

La professionnelle a résumé cette situation en déclarant notamment :

« J'ai fait remonter mes inquiétudes à ma hiérarchie, mais il ne s'est rien passé. On a l'impression d'avoir fait notre part, sans que le relais institutionnel ne prenne le relais. »

Ce témoignage illustre les enjeux soulevés lors du colloque concernant la sécurisation des procédures internes, la nécessité d'une clarification des responsabilités hiérarchiques et l'importance de soutenir les professionnels qui signalent des situations préoccupantes, afin d'éviter l'isolement et la démobilisation.

Source – Enregistrement audio : « *session_questions-réponses* »

ANNEXE 4 – Programme du colloque

Programme

Organisation de l'évènement

10:00 - 10:30	Accueil des participants, distribution des badges et des documents du colloque
10:30 - 10:50	Discours d'ouverture et de présentation
10:50 - 12:00	Table ronde - "Les défis actuels de la protection de l'enfance"
12:15 - 13:00	Questions-réponses & Echanges libres
13:00 - 14:30	Pause déjeuner - Buffet
14:30 - 16:00	Ateliers au choix avec différents intervenants
16:00 - 16:30	Echanges libres
16:30 - 17:30	Restitution des ateliers et débats
17:30 - 18:00	Clôture festive



contact@formation-presence-perinatalite.com

Les ateliers



1 / SALLE PRINCIPALE

Atelier coanimé par Maître Guedj Benyoun & IED Toulouse

IP-signalement & placements

- Comment écouter l'enfant victime?
- Repérage des signes
- De nouvelles manières d'appréhender les protocoles de placement ?



2 / SALLE BOIS

Atelier animé par Sonia Sanchez

Formation & prévention

- Le génogramme
- Le travail en réseau
- Comment favoriser une meilleure prise en charge psychique des enfants et des jeunes ?



3 / SALLE SOLEIL

Atelier coanimé par Yacine Dieme et Jeanne Ferrier

Evolution de la prise en charge

- Délais de prise en charge
- Comment améliorer la prise en charge de manière constante et efficace dans le contexte actuel?
- Prévention et travail partenarial



contact@formation-presence-perinatalite.com

Extrait du livret d'accueil transmis aux participants.

ANNEXE 5 – Liste des participant(s) & invités du colloque

Organisation + Intervenantes

Prénom	Nom	Notes	Présent(e)
Laura	Munoz	Organisatrice	OUI
Gracieuse	Fonta	Organisation logistique & Consulting	OUI
Chris	Dorival	Animatrice	OUI
Alexis	Devez	Photo & vidéo	OUI
Céline	Disson	Photo & vidéo	OUI
Myriam	Guedj-Benayoun	Intervenante + Atelier	OUI
Sonia	Sanchez	Intervenante + Atelier	OUI
Coralie	Chanal	Intervenante	OUI
Marie-Laure	Duteil	Intervenante + Atelier	OUI
Yacine	Dieme	Intervenante + Atelier	OUI
Jeanne	Ferrier	Intervenante + Atelier	OUI

Participant(e)s inscrit(e)s

Prénom	Nom	Inscription (type)	Présent(e)
Cyriane	Moryousef - Blériot	Bénévole	OUI
Sandy	Fallermann	Bénévole	NON
Enora	LE JOSSEC	Bénévole	OUI
Delphine	GIONCO	Bénévole	OUI
Pauline	CARRERE	Bénévole	OUI
Emilie	CUGIEUX	Bénévole	OUI
~~~~~			
Elise	Cuerel	Inscrite	OUI
Wendy	Videt	Inscrite	OUI
Marie-Line	Pons	Inscrite	OUI
Emma	Boulay	Inscrite	OUI
Maurane	DELHOUME	Inscrite	OUI
Laura	DONDAINE	Inscrite	OUI
Zoé	DHELLO	Inscrite	OUI
Pauline	LEBON	Inscrite	OUI
Camille	RINGARD	Inscrite	OUI
Marion	Hamelin-Noblet	Inscrite	OUI



Carole	HADJADJ	Inscrite	OUI
Aurélie	BORVAL	Inscrite	OUI
André	HOTON	Inscrite	OUI
Mélody	LANTERI	Inscrite	OUI
Fanny	BONNAFE	Inscrite	OUI
Laure-Anne	SAINTE-FOIE	Inscrite	OUI

**Invités**

<b><u>Fonction/Structure</u></b>	<b><u>Nom - prénom</u></b>	<b><u>Contact</u></b>	<b><u>Présent(es)</u></b>
Association « Du côté des femmes »	1 représentante - non nominative	Mail + contact téléphonique	OUI
Maison des Droits des Enfants et des Jeunes (MDEJ)	Katia Laval	Invitation en personne	OUI
Gendarmerie – Balma	Non nominatif	Invitation en personne – Non confirmé	NON
ADEPAP 31	Non nominatif	Invitation via réseau (1) Non confirmé	NON
Maison des solidarités – Balma	Non nominatif	Invitation en personne - Indisponible	NON
PMI – Balma	Non nominatif	Invitation via réseau - Indisponible	NON
Mairie de balma	Non nominatif	Invitation en personne – Rencontre élue – Indisponibilité des équipes	NON
Conseil départemental Haute Garonne Elu référent ASE	Phillipe Grout	Invitation mail et message téléphonique secrétariat – Non confirmé	NON
Famille d'accueil – Partie civile et témoin	Lillian Roturier	Invitation en personne – Indisponible	NON

## ANNEXE 6 – Remerciements

L'organisatrice du colloque et autrice du présent rapport tient à remercier l'ensemble des personnes et des structures ayant contribué à la tenue du colloque du 6 juillet 2025 et à la richesse des échanges qui ont nourri ce travail de restitution.

Des remerciements particuliers sont adressés aux intervenantes de la table ronde, **Maître Myriam Guedj Benayoun, Marie-Laure Duteil, Sonia Sanchez, Coralie Chanal, Yacine Dieme et Jeanne Ferrier**, pour la qualité de leurs analyses, leur engagement professionnel et le partage de leurs expériences de terrain, qui ont permis d'éclairer de manière approfondie les enjeux actuels de la protection de l'enfance.

L'École Présence remercie également les intervenantes pour l'animation et la restitution des ateliers thématiques, qui ont constitué des temps de travail collectifs particulièrement riches, fondés sur l'écoute, la co-construction et la valorisation des pratiques professionnelles. Les restitutions issues de ces ateliers ont apporté un éclairage concret et opérationnel aux constats abordés lors de la table ronde.

L'organisatrice tient également à exprimer sa reconnaissance à **Gracieuse Fonta**, dont l'engagement en coulisse a été déterminant dans la coorganisation du colloque. Sa présence constante, son appui méthodologique et son rôle de conseil auprès de Laura Munoz ont largement contribué à la conception, à la structuration et à la tenue de cet événement, sans lesquels ce colloque n'aurait pu voir le jour dans les conditions requises.

Des remerciements sont par ailleurs adressés à **Martine Gazel**, pour sa contribution au travail préparatoire du colloque, notamment à travers la transmission de plusieurs documents de référence sur lesquels elle a elle-même travaillé, et qui ont nourri la réflexion conduite par l'organisatrice.

L'autrice tient également à remercier **Madame la députée Isabelle Santiago** pour l'attention qu'elle a portée à ce travail de restitution et pour l'intérêt manifesté à en recevoir les conclusions. Cette attention témoigne de l'importance accordée aux enjeux soulevés lors de ce colloque en matière de protection de l'enfance.

Des remerciements sont également adressés à **l'ensemble des participantes et participants** au colloque, dont l'implication active, les prises de parole et les contributions ont largement nourri la réflexion collective tout au long de la journée.

L'École Présence remercie également **Les Bons Buffets**, traiteur – agence culinaire, pour la qualité de sa prestation, mettant à l'honneur des produits locaux et contribuant à créer un cadre convivial et chaleureux, propice aux échanges tout au long de la journée.

L'équipe organisatrice se joint à l'autrice du présent rapport pour remercier **l'Espace La Mane** pour la mise à disposition de ses locaux et la qualité de l'accueil, qui ont contribué au bon déroulement du colloque dans des conditions favorables à l'ensemble des participantes et participants.

Enfin, l'École Présence remercie toute **l'équipe bénévole**, les **prestataires** pour la qualité de leurs interventions et de leurs réalisations, les **partenaires**, les **institutions**, notamment la **Mairie de Balma**, les **établissements scolaires locaux et leurs équipes**, la **Maison des Solidarités de Balma**, qui ont soutenu l'organisation de cet événement, ainsi que ***l'ensemble des professionnels engagés*** au quotidien, dans la protection de l'enfance. Leur action contribue, souvent dans des contextes contraints, à améliorer la prise en charge et l'accompagnement des enfants et des familles.

## ANNEXE 7 – Liens vers restitutions vidéo

Lien vers l'introduction de l'évènement :

[Colloque Protection de l'enfance - PART 1 Introduction](#)

Lien et QR CODE vers restitution vidéo complète de la table ronde :

[Colloque Protection de l'enfance - PART 2 - TABLE RONDE](#)



## ANNEXE 8 – Coordonnées de l'organisateur et mentions finales

Nom, prénom : Munoz Laura

Structure : SARL ECOLE PRESENCE

Contact : [contact@formation-presence-perinatalite.com](mailto:contact@formation-presence-perinatalite.com)

### MENTIONS FINALES

Rapport rédigé le 23 décembre 2025 à partir des échanges du colloque du 6 juillet 2025.

*Restitution publique le 08 janvier 2026*



©École Présence – Laura Munoz

*Toute reproduction partielle ou totale est soumise à autorisation.*